

1670



Cellule de Lutte contre la Malnutrition

# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Avril 2017





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du 2017-2021

Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021.....	1
Liste des figures.....	5
Liste des cartes.....	6
Liste des encadrés.....	6
Liste des abréviations.....	7
Introduction.....	8
<b>1. Présentation du pays.....</b>	<b>9</b>
<b>2. Contexte et justification.....</b>	<b>9</b>
Problématique de la nutrition au Sénégal.....	12
<b>1. Aperçu de la situation nutritionnelle.....</b>	<b>13</b>
a. Malnutrition chronique, malnutrition aigüe et insuffisance pondérale.....	13
b. Carences en micronutriments.....	14
c. Malnutrition par excès.....	15
<b>2. Analyse des déterminants de la malnutrition au Sénégal.....</b>	<b>16</b>
a. Causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition au Sénégal.....	17
b. Facteurs fondamentaux.....	19
<b>3. Réponses nationales et contributions des secteurs.....</b>	<b>20</b>
a. Réponses nationales.....	20
b. Contribution des secteurs.....	22
Acquis majeurs de la nutrition au Sénégal.....	24
Défis de la nutrition au Sénégal.....	27





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Vision et objectifs stratégiques de développement de la nutrition au Sénégal.....	30
<b>1. Vision 2025 en matière de nutrition.....</b>	<b>31</b>
<b>2. Objectifs stratégiques à l'horizon 2025.....</b>	<b>31</b>
<b>3. Objectifs stratégiques et spécifiques de la nutrition à l'horizon 2021 .....</b>	<b>32</b>
Axes d'interventions 2017 - 2021 pour le développement de la nutrition.....	34
<b>1. Axe 1 : Prévention de la malnutrition et des MNT d'origine alimentaire .....</b>	<b>35</b>
a. Prévention de la malnutrition .....	35
b. Prise en charge de la malnutrition .....	38
c. Prise en charge des maladies non transmissibles liées à l'alimentation (MNTA).....	38
<b>2. Axe 2 : Lutte contre les carences en micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A) 39</b>	
<b>3. Axe 3 : Renforcement de la disponibilité et de l'accessibilité des aliments diversifiés, sains et à haute valeur nutritive .....</b>	<b>40</b>
<b>4. Axe 4 : Formation, recherche et innovation .....</b>	<b>42</b>
<b>5. Axe 5 : Gouvernance de la nutrition.....</b>	<b>43</b>
Plans d'actions sectoriels : mise en œuvre du PSMN.....	44
<b>1. Agriculture .....</b>	<b>45</b>
<b>2. Commerce .....</b>	<b>47</b>
<b>3. Décentralisation &amp; Gouvernance locale.....</b>	<b>48</b>
<b>4. Education.....</b>	<b>50</b>
<b>5. Elevage.....</b>	<b>52</b>
<b>6. Enseignement supérieur et Recherche .....</b>	<b>54</b>
<b>7. Environnement.....</b>	<b>55</b>
<b>8. Famille &amp; Protection sociale.....</b>	<b>57</b>
<b>9. Hydraulique et assainissement.....</b>	<b>59</b>
<b>10. Industrie.....</b>	<b>60</b>
<b>11. Pêche.....</b>	<b>61</b>
<b>12. Santé .....</b>	<b>63</b>
<b>13. Cadre institutionnel de mise en œuvre .....</b>	<b>66</b>
Communication et plaidoyer .....	68





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Dispositif de suivi-évaluation .....	71
Synthèse du budget de mise en œuvre du PSMN.....	75
Risques liés à la mise en œuvre du PSMN et mesures de mitigation.....	85
<b>1. Risques institutionnels.....</b>	<b>86</b>
<b>2. Risques de financement.....</b>	<b>86</b>
<b>3. Risques organisationnels et opérationnels.....</b>	<b>87</b>
<b>4. Risques exogènes (politiques, naturels ...) .....</b>	<b>88</b>

BROUILLON





## Liste des figures

Figure 1 : évolution des prévalences de la malnutrition (en %)	13
Figure 2 : cadre conceptuel de l'UNICEF de 1994	16
Figure 3 : cadre conceptuel pour les actions à mener pour un développement optimal du fœtus de l'enfant	22
Figure 4 : PNDN – cadre conceptuel de l'approche multisectorielle de la nutrition	23
Figure 5 : illustration de la vision de développement de la nutrition au Sénégal	31
Figure 6 : objectifs stratégiques à l'horizon 2025	31
Figure 7 : axes d'intervention du Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition (PSMN)	35
Figure 8 : agriculture – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	46
Figure 9 : agriculture – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités	47
Figure 10 : commerce – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	48
Figure 11 : décentralisation et collectivités locales – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	49
Figure 12 : décentralisation et collectivités locales – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités	50
Figure 13 : éducation – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	51
Figure 14 : éducation – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités	52
Figure 15 : élevage – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	53
Figure 16 : élevage – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités	53
Figure 17 : enseignement supérieur et recherche – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	54
Figure 18 : environnement et développement durable – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	56
Figure 19 : environnement et développement durable – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités	56
Figure 20 : famille et protection sociale – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	58
Figure 21 : famille et protection sociale – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités	58
Figure 22 : hydraulique et Assainissement – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN	59
Figure 23 : hydraulique et Assainissement – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités	60



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 24 : industrie – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN .....	61
Figure 25 : pêche – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN ...	62
Figure 26 : pêche – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités.....	63
Figure 27 : santé – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN.....	64
Figure 28 : santé – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités .....	66
Figure 29 : répartition du budget par catégorie d'investissement en millions de FCFA). <b>Erreur ! Signet non défini.</b>	
Figure 30 : répartition du budget des interventions spécifiques nutrition par secteur (en millions de FCFA) .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 31 : répartition du budget des interventions sensibles nutrition par secteur (en millions de FCFA) .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 32 : répartition du budget des investissements favorables nutrition par secteur (en millions de FCFA) .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 30 : répartition du budget par nature de dépenses (en millions de FCFA) .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## Liste des cartes

Carte 1 : Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6-59 mois par région.....	13
Carte 2 : Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 6-59 mois par région .	14

## Liste des encadrés

Encadré 1 : Changement de paradigmes .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Encadré 2 : Politiques et stratégies nationales de la nutrition.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Encadré 3 : Documents de politiques sectorielles incluant la nutrition.....	22





## Liste des abréviations

Abréviations	Définitions
<b>AME</b>	Allaitement Maternel Exclusif
<b>ANJE</b>	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
<b>ANSD</b>	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
<b>ATPC</b>	Assainissement total piloté par la communauté
<b>CCSC</b>	Changement Social et de Comportement
<b>CLM</b>	Cellule de Lutte contre la Malnutrition
<b>COSFAM</b>	Comité Sénégalais pour la fortification des aliments en micronutriments
<b>DAPSA</b>	Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles
<b>DHIS</b>	District Health Information Software
<b>DIPE</b>	Développement Intégré de la Petite Enfance
<b>EDS</b>	Enquête démographique et de Santé
<b>FAR</b>	Femmes en âge de reproduction
<b>FE</b>	Femmes Enceintes
<b>HTA</b>	Hypertension artérielle
<b>IMC</b>	Indice de masse corporelle
<b>IRA</b>	Infections respiratoires aiguës
<b>ITA</b>	Institut de Technologie Alimentaire
<b>MNT</b>	Maladies non transmissibles
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>PCIME</b>	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
<b>PECMAM</b>	Prise en charge de la malnutrition aiguë modérée
<b>PECMAS</b>	Prise en charge de la malnutrition aiguë sévère
<b>PFNL</b>	Produits Forestiers Non Ligneux
<b>PNDN</b>	Politique Nationale de Développement de la Nutrition
<b>PSE</b>	Plan Sénégal Emergent
<b>PSMN</b>	Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition
<b>PVVIH</b>	Personnes vivant avec le VIH
<b>SRO</b>	Solution de Réhydratation Orale
<b>STEPS</b>	Enquête nationale sur les facteurs de risque des maladies non transmissibles



# Introduction





## 1. Présentation du pays

### Situation géographique et population

Le Sénégal, situé dans la zone soudano-sahélienne, couvre une superficie de 196 722 km<sup>2</sup>, avec une population estimée en 2013 à 13 508 715 habitants dont 55% vivent en milieu rural. La densité moyenne nationale est de 69 habitants au km<sup>2</sup>, variant de 5 739 habitants au km<sup>2</sup> dans la capitale Dakar, à 9 habitants au km<sup>2</sup> dans la région de Kédougou à l'extrême nord-est. Le Sénégal compte 14 régions administratives qui sont subdivisées en 45 départements et 552 communes.

La population sénégalaise est caractérisée par sa grande jeunesse : 41% de la population est âgée de moins de 15 ans. Les enfants de moins de 5ans représentent 18% et les femmes en âge de reproduction(15-49 ans), quant à elles, 23,4% de la population générale. L'indice synthétique de fécondité est de 4,9 enfants par femme en 2015, Il est plus élevé en milieu rural avec 6,3 enfants par femme.

Les principales sources de revenus, en dehors de l'emploi formel sont l'agriculture, très saisonnière, qui emploie 40 % de la population, la pêche et l'élevage. Les principales productions agricoles du Sénégal sont les céréales notamment le mil, le sorgho et le riz. L'arachide demeure la principale culture de rente, suivi par les fruits et légumes.

### Politiques économique et sociale

Le Sénégal a enregistré en 2016 une croissance estimée à 6,6% avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 2 600 dollars. Le pays est classé dans les pays à revenus intermédiaires inférieurs. La proportion de personnes touchées par la pauvreté est de 46,7%<sup>1</sup> en 2011. L'indice de développement humain du Sénégal est de 0,467 classant le Sénégal au 144<sup>ème</sup> rang sur 169 pays en 2015.

Le Sénégal s'est engagé depuis 2015 dans un nouveau modèle de développement qui vise l'émergence dans la solidarité, à travers le plan Sénégal Emergent (PSE). Ce document constitue le référentiel des politiques économique et sociale à l'horizon 2035.

## 2. Contexte et justification

La nutrition est définie par l'ensemble des interactions entre l'alimentation et la santé. La complexité de ces interactions a fait intervenir d'autres domaines (hygiène, assainissement, éducation, protection sociale, environnement ...) relevant du bien-être individuel et collectif et du développement socioéconomique. La malnutrition, quant à elle, résulte d'un déséquilibre entre les besoins de l'organisme et les apports alimentaires.

La malnutrition est un fléau qui affecte toutes les couches de la population, en particulier celles des pays en voie de développement. Elle se présente sous différentes formes : la malnutrition par déficit (malnutrition chronique, malnutrition aigüe, carences en micronutriments) et la malnutrition

<sup>1</sup>ANSD, 2013



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

par excès (surpoids, obésité). La malnutrition affecte le développement individuel (cognitif, psychomoteur, social, -émotionnel) et réduit les capacités d'apprentissage et les performances scolaires. Elle entraîne ainsi des conséquences au niveau socioéconomique à long terme (faible productivité, faibles revenus ...) avec une forte incidence sur la mortalité particulièrement celle des enfants de moins de 5 ans.

Au Sénégal, la mortalité néonatale est estimée à 29 pour mille naissances vivantes et celle infantile juvénile est de 59<sup>2</sup> pour mille naissances vivantes. La malnutrition par déficit serait associée d'une manière directe ou indirecte à un tiers<sup>3</sup> de ces décès d'enfants dans le pays, contre 45%<sup>4</sup> de ces décès au niveau mondial. Par ailleurs, les conséquences économiques de la malnutrition représentent des pertes annuelles équivalent à 11% du produit intérieur brut (PIB) en Afrique et en Asie, selon le « Rapport mondial sur la nutrition 2016 ».

Conscients des enjeux et des défis inhérents à l'amélioration du statut nutritionnel des populations, les Etats et les acteurs au niveau international ont intensifié la dynamique en faveur de la nutrition avec notamment la naissance du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) de renforcement de la nutrition. Par ailleurs, les Nations Unies ont consacré les années 2016 à 2025 comme Décennie d'action sur la Nutrition.

Le Sénégal est signataire de différents engagements internationaux sur l'amélioration du statut nutritionnel des populations. Il s'agit notamment des cibles mondiales de 2025 pour la nutrition de l'Assemblée Mondiale de la santé de 2013, du Pacte Mondial en faveur de la nutrition et de la croissance, des engagements de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) de 2014 et de la déclaration de Malabo de 2014. Le Sénégal est également membre du mouvement SUN<sup>5</sup>, de l'Initiative « 1000 days : Change a Life, Change the Future »<sup>6</sup>, de l'Alliance Globale pour la Résilience (AGIR) et de l'initiative REACH<sup>7</sup>. Par ailleurs, le Sénégal et ses partenaires déploient des efforts importants pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030, notamment l'objectif 2 : « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable »

Dans cette dynamique, le Sénégal a fait de la lutte contre la malnutrition une priorité prise en charge dans l'axe 2 « Capital humain, protection sociale et développement durable » du PSE. L'objectif défini dans ce cadre est d'améliorer l'état nutritionnel de la mère et de l'enfant, à travers la diversification des régimes alimentaires, l'augmentation de la couverture en services de nutrition au profit des couches vulnérables (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes, femmes allaitantes, adolescentes...).

---

<sup>2</sup> EDS 2015

<sup>3</sup> Lancet 2013

<sup>4</sup> Rapport Mondial sur la nutrition, 2016

<sup>5</sup> Mouvement de renforcement de la nutrition

<sup>6</sup> 1000 jours, Changer une vie, Changer le futur

<sup>7</sup> Renewed Effort Against Child Hunger and Undernutrition





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

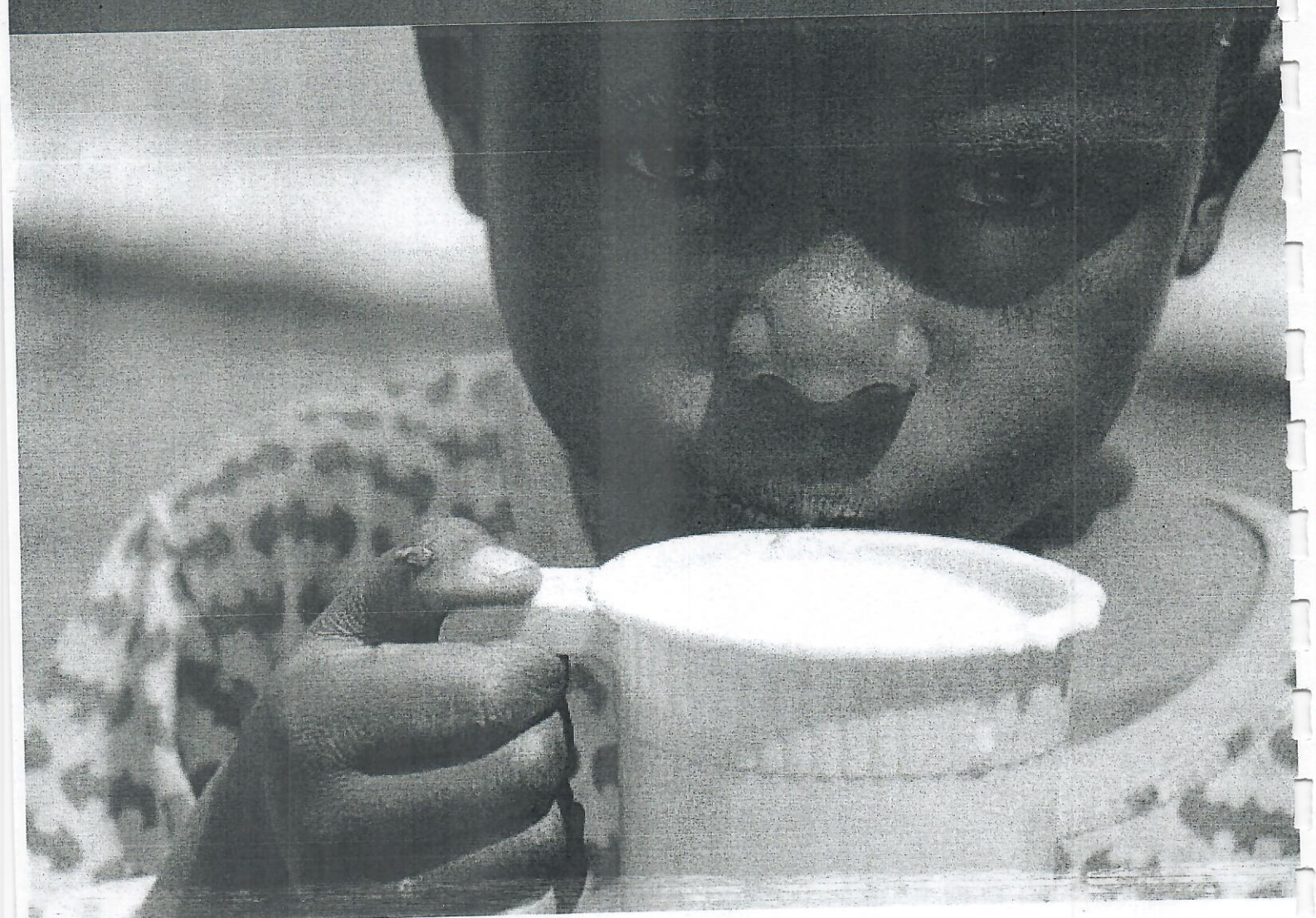
Ainsi, le Gouvernement du Sénégal s'est doté en 2015 d'un nouveau document de Politique Nationale de Développement de la Nutrition (PNDN). Ce document définit les orientations stratégiques et les principes directeurs à suivre en matière de nutrition pour la période 2015-2025. La PNDN a défini l'approche multisectorielle comme principe clé de sa mise en œuvre. C'est dans le contexte d'opérationnalisation et de mise en œuvre de la politique de nutrition que s'inscrit l'élaboration du Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition (PSMN) avec l'engagement et l'implication de toutes les parties prenantes comprenant les ministères sectoriels techniques, la société civile, le secteur privé les collectivités locales et les partenaires techniques et financiers.

Le présent document du Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition (PSMN) analyse dans un premier temps la problématique de la nutrition au Sénégal avec une présentation de la situation nutritionnelle des cinq dernières années, l'analyse des déterminants de la malnutrition notamment les disparités régionales et les contributions actuelles attendues des secteurs. L'analyse de la problématique est suivie par la présentation des acquis et des principaux défis de la nutrition au Sénégal. Ensuite, le document présente la vision à l'horizon 2025 ainsi que les objectifs stratégiques et spécifiques de la nutrition. Enfin, il décline les axes d'interventions, les plans d'actions des différents secteurs, les dispositifs de communication et de suivi-évaluation et le budget de mise en œuvre du PSMN.

BROUILLON



# Problématique de la nutrition au Sénégal



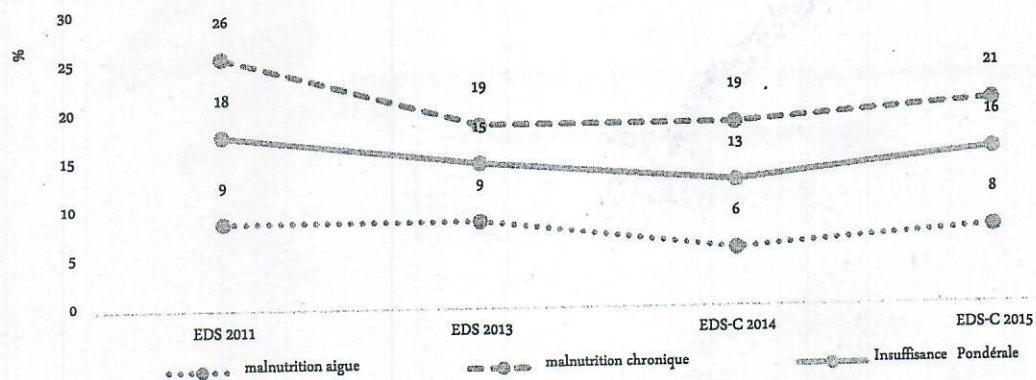


## 1. Aperçu de la situation nutritionnelle

### a. Malnutrition chronique, malnutrition aigüe et insuffisance pondérale

La situation nutritionnelle au Sénégal au cours des cinq dernières années est restée globalement précaire avec des prévalences qui fluctuent au niveau national (figure 1) et de fortes disparités régionales (cartes 1 et 2).

Figure 1 : évolution des prévalences de la malnutrition (en %)

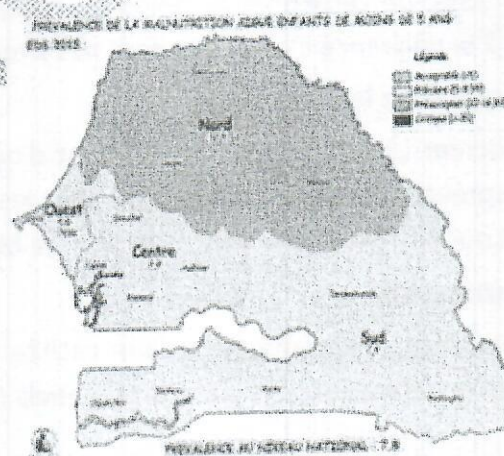


Source : EDS

#### • Malnutrition aigüe

L'évolution de la malnutrition aigüe a connu une tendance à la baisse entre 2011 et 2014. La prévalence est passée de 9% à 6% sur cette période avant d'atteindre 8% en 2015. Les régions de Saint Louis notamment le département de Podor, Matam, Louga et Tambacounda sont dans une situation critique et sont les plus touchées avec des prévalences de la malnutrition aigüe globale (MAG) dépassant 15% ou de la malnutrition aigüe sévère (MAS) supérieure à 2%<sup>8</sup>.

Carte 1 : prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6-59 mois par région



<sup>8</sup>SMART 2015



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

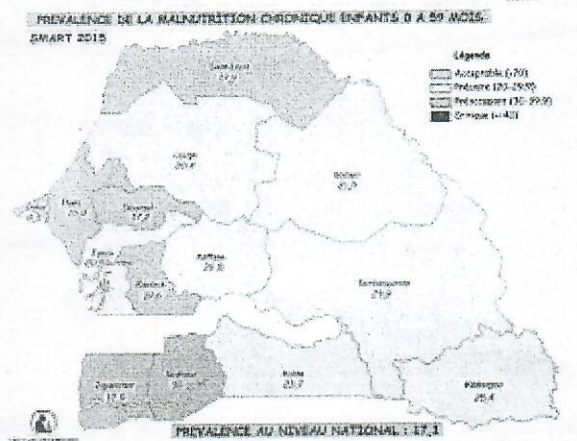
- **Malnutrition chronique**

La prévalence de la malnutrition chronique ou retard de croissance baisse globalement depuis 2011. Des progrès notables ont été enregistrés avec une réduction de la prévalence de 26% à 19% entre 2011 et 2014. La prévalence a atteint 20,3 % en 2015.

Malgré cette hausse, le Sénégal enregistre une prévalence de la malnutrition chronique parmi les moins élevés de la sous-région<sup>9</sup>.

Les régions du Centre, du Sud et du Sud-Est présentent des prévalences beaucoup plus élevées que les régions du Nord et de l'Ouest notamment la région de Sédhiou qui enregistre une prévalence à 29,6 %<sup>10</sup> et les régions de Kédougou, Kaffrine, et de Tambacounda avec des taux dépassant 25%.

Carte 2 :prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 6-59 mois par région



- **Insuffisance pondérale**

L'insuffisance pondérale chez les enfants de 0-59 mois a évolué favorablement entre 2011 et 2014 baissant de 18% à 13%. Elle a connu une hausse de 3 points pour se situer à 16% en 2015.

- **Faible poids de naissance**

Chez les nouveau-nés, environ 13%<sup>11</sup> de ceux dont le poids de naissance est connu (55% d'entre eux) présentent un faible poids à la naissance c'est à dire sont nés avec un poids inférieur à 2,5kg.

- **Déficit énergétique chez les femmes**

Chez les femmes en âge de procréer (15-49 ans), 22% souffrent d'un déficit énergétique avec un IMC < 18,5 selon l'EDS 2015. La prévalence de la malnutrition chez les femmes âgées de 15-49 ans est de 35,1% dans la région de Louga et de 27,8% dans la région de Matam.

### b. Carences en micronutriments

Les carences en micronutriments encore dénommées « faim cachée » restent encore relativement élevées et résultent d'un manque en vitamines et minéraux essentiels (fer, iode, vitamine A, zinc, ...)

<sup>9</sup>Rapport Mondial sur le Nutrition de 2015

<sup>10</sup>SMART 2015

<sup>11</sup> EDS 2015



- **Anémie**

L'anémie reste un véritable problème de santé publique au Sénégal, malgré la baisse de 72% à 60% enregistrée entre 2010 et 2014. La prévalence globale de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans en 2015 est de 66% : 28% sous une forme légère, 35% sous une forme modérée, 3% sous une forme sévère.

La prévalence de l'anémie au Sénégal reste supérieure au seuil critique défini par l'OMS (40%). Selon les données de l'étude de base sur la situation des carences au Sénégal (COSFAM2010), 36,9% des femmes sont carencées en fer et 6,5% ont des réserves faibles. Chez les femmes enceintes, la proportion atteint 46,1% (dont 8,8% avec réserves faibles).

- **Carence en iode**

La carence en iode affecte 28,3% des femmes en âge de reproduction et 30,9%<sup>12</sup> des femmes enceintes. La situation est particulièrement critique au niveau des régions productrices de sel où la carence en iode affecte 30,2% des femmes enceintes et 29,7% des femmes en âge de reproduction. Au niveau de ces régions, le taux de consommation de sel iodé par les ménages est également faible et de l'ordre 11% pour un taux de consommation au niveau national de 37,7%. Ce taux est d'ailleurs bien en dessous de l'objectif de 90% défini par l'Etat du Sénégal.

- **Carence en vitamine A**

La carence en vitamine A affecte 17,7%<sup>13</sup> des enfants de moins de 5 ans présentent une carence en vitamine A, bien en dessous du seuil de 40% défini par l'OMS. Chez les femmes en âge de procréer, 1,9% sont carencées et 14,2% ont des réserves faibles en vitamine A.

- **Carence en zinc**

La carence en zinc constitue un problème de santé publique au Sénégal. Elle affecte 58% des femmes et 42,8% des enfants, sans distinction d'âge (COSFAM 2010).

### **c. Malnutrition par excès**

En sus de ces problèmes de malnutrition par déficit, le Sénégal est aussi confronté à la malnutrition par excès (double fardeau de la malnutrition). La prévalence de l'obésité au Sénégal est de 6,4% et de 15,8% pour le surpoids<sup>14</sup>. Les régions les plus touchées par le surpoids et l'obésité sont Saint-Louis, Dakar et Ziguinchor. Chez les femmes de 15-49 ans, 16,2% souffrent de surpoids et 8,9% d'obésité. 1% des enfants de moins de cinq ans sont atteints de surpoids, avec une prévalence atteignant 6% chez les nourrissons de moins de six mois. Cette prévalence baisse rapidement avec l'âge.

Concernant les maladies non transmissibles, les résultats de l'enquête STEPS montrent que l'hypertension artérielle touche près de 24% de la population (26,2% en zone rurale contre 21,7 %

<sup>12</sup> Etude sur l'utilisation du sel adéquatement iodé et des bouillons par les ménages sur le statut en iode des femme enceintes et des femmes en âge de reproduction (CLM/MI/GAIN/UNICEF) IPDSR 2014

<sup>13</sup> COSFAM 2010

<sup>14</sup> Enquête STEPS 2015,



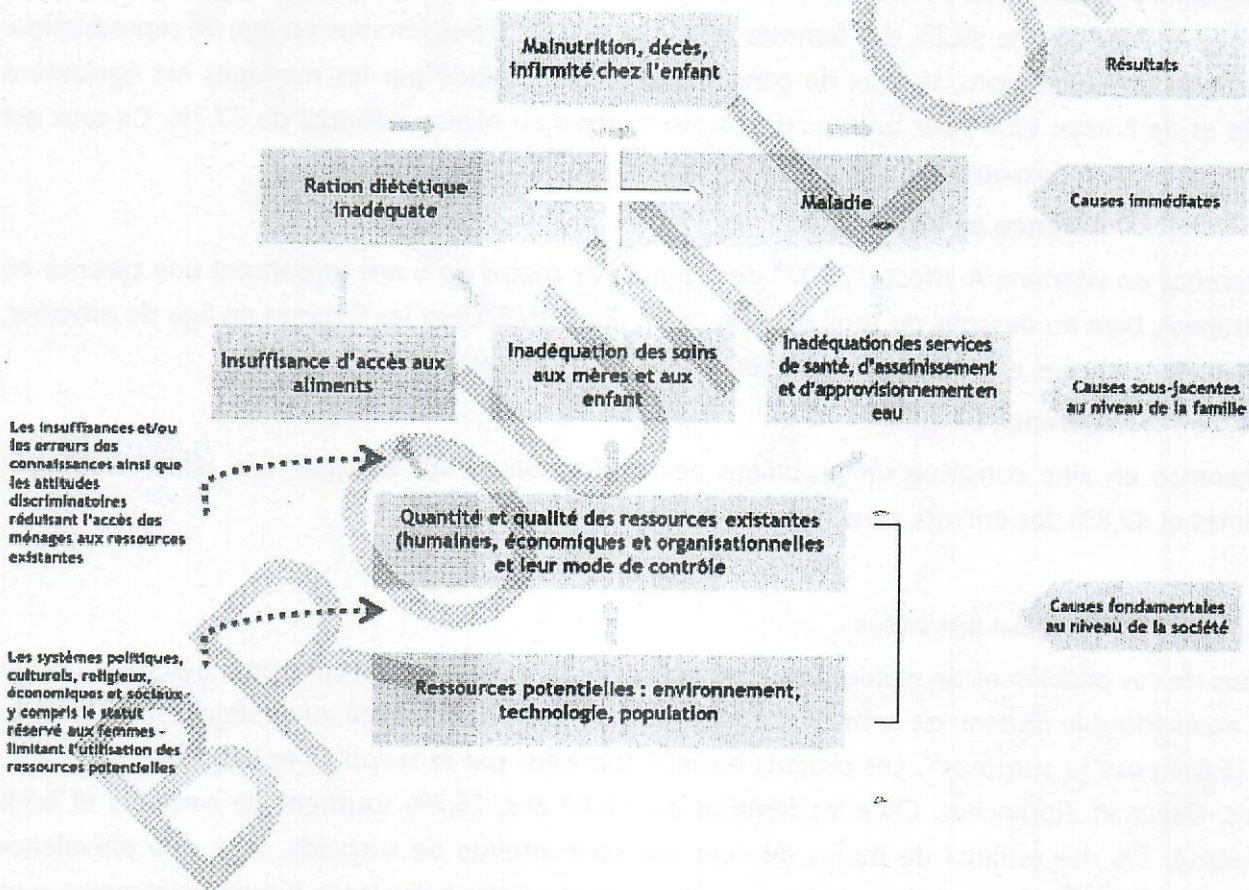
# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

en zone urbaine). Quant au diabète, 2,1% de la population est affectée avec une plus grande prévalence en zone urbaine (2,9%) qu'en zone rurale (1,3%). Il affecte plus les hommes que les femmes (2,5% contre 1,6%) et dépasse une prévalence de 5,5% dans la population de plus de 45 ans. La prévalence de l'hypercholestérolémie est de 19,2% (22% en zone urbaine et 16% en zone rurale).

## 2. Analyse des déterminants de la malnutrition au Sénégal

Au regard des conséquences socioéconomiques et humaines importantes pouvant hypothéquer le développement du pays, une analyse approfondie des déterminants de la malnutrition au Sénégal est nécessaire. Elle se base sur le cadre conceptuel de l'UNICEF (figure 2).

Figure 2 : cadre conceptuel de l'UNICEF de 1994





**a. Causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition au Sénégal**

• **Causes liées à l'alimentation**

Les pratiques d'alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (allaitement maternel, alimentation complémentaire, diversification alimentaire, nombre minimum de repas ...) constituent des facteurs déterminants de l'état nutritionnel des enfants.

Le taux des enfants allaités exclusivement au sein est faible et connaît une tendance à la baisse, de 39% en 2010 à 33% en 2015. Seul un tiers des enfants de moins de 6 mois est exclusivement allaité (avec une durée moyenne de l'AME estimée à 1,2 mois). Plus d'un tiers des nouveaux-nés (34%) reçoivent dès la naissance une alimentation inappropriée (miel, lait de chèvre, etc.). L'alimentation complémentaire est précocement introduite avant 6 mois avec, par ailleurs, une faible diversification de l'alimentation chez les enfants de 6 à 23 mois. Moins d'un enfant sur cinq (17%) sont nourris conformément aux critères de diversification alimentaire minimum avec seulement 11% nourris de manière optimale selon les pratiques recommandées en matière d'alimentation du jeune enfant et du nourrisson.

Dans la zone sud du pays (Kolda, Sédhiou, Kédougou, Ziguinchor), les pratiques d'alimentation inappropriées des enfants associées à une absence de diversification de l'alimentation constituent un des principaux déterminants<sup>15</sup>

Chez les femmes enceintes, des problèmes de pratiques alimentaires inadéquates se posent également. En effet, en fonction des croyances culturelles, le régime alimentaire de la femme au cours de la grossesse est modifié à cause des interdits alimentaires et de certaines recommandations populaires. Les interdits portent notamment sur les aliments les plus disponibles dans les milieux de vie, laissant donc aux femmes enceintes un choix restreint pour une alimentation adéquate et suffisante<sup>15</sup>.

Par ailleurs, 19 % des ménages ont une consommation alimentaire non satisfaisante avec une faible consommation de protéines animales et des légumineuses, d'aliments riches en fer, en protéines et en vitamine A. La saisonnalité de la production avec une agriculture fortement pluviale entraîne une fluctuation de la disponibilité alimentaire entraînant une restriction sur l'accès alimentaire des ménages surtout en période de soudure.

• **Causes liées aux maladies et aux pratiques de soins**

Les maladies infectieuses sont influencées par l'accès aux services de santé comme la vaccination, les traitements pour les maladies infantiles tel que la diarrhée, les infections respiratoires aiguës et aussi l'environnement familial. En plus des services sanitaires accessibles au ménage, l'état

<sup>15</sup> Etude sur l'Analyse des déterminants, CLM 2012



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

nutritionnel dépend également des soins de santé de la mère et de l'enfant notamment les comportements sains et les pratiques hygiéniques<sup>16</sup>.

Selon les résultats de l'EDS 2015, 4 % des enfants ont présenté des symptômes d'IRA, 18 % de la diarrhée et 15 % ont eu de la fièvre lors des 2 semaines précédant le passage de l'enquête. Chez les enfants présentant ces symptômes, un traitement médical a été recherché auprès d'un prestataire de santé pour seulement 50 % d'entre eux. Par ailleurs, la couverture vaccinale est également faible et en baisse. 68 % des enfants de 12-23 mois ont reçu tous les vaccins recommandés en 2015 contre 73% en 2014. La couverture vaccinale diffère d'une région à l'autre. Au niveau de la région de Matam, 10% des enfants de 12-23 mois n'ont reçu aucun vaccin, 5,8% à Louga et 5,2% à Diourbel.

Concernant les mères, seules 47 % des femmes enceintes ont effectué les quatre visites prénatales minimum recommandées et dans près de six cas sur dix, (58 %), la première visite s'est déroulée à moins de quatre mois de grossesse. Une disparité entre le milieu urbain et le milieu rural est relevée. En effet, la proportion de femmes ayant effectué les quatre visites prénatales recommandées est nettement plus élevée en milieu urbain (57%) qu'en milieu rural (40 %)<sup>17</sup>. (EDS 2015).

Enfin, un autre déterminant de l'état nutritionnel est l'intervalle inter génésique (nombre d'années entre les enfants). Selon les résultats de l'EDS 2015, on constate que le retard de croissance des enfants diminue lorsque l'intervalle augmente. La prévalence du retard de croissance atteint 29 % lorsque l'intervalle est inférieur à 24 mois et diminue progressivement quand l'intervalle est égal ou supérieur à 48 mois (16 %), confirmant ainsi l'importance de l'espacement des naissances.

- **Causes liées à l'accessibilité aux services sociaux de base**

Les déterminants concernent pour ce volet l'accès à l'eau, à des systèmes d'assainissement adéquats et une éducation qui améliore le niveau d'instruction des femmes et l'accès aux services de santé.

En termes de couverture en infrastructures sanitaires et de personnel qualifié, le Sénégal n'a pas encore atteint les normes préconisées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), avec une répartition reste très inégale sur le territoire, au détriment de plusieurs zones rurales.

L'accès aux sources améliorées de système d'eau et d'assainissement reste généralement limité et est un facteur déterminant de l'état nutritionnel. Environ, un ménage sur deux (52%) a accès à l'eau de robinet ou à une borne fontaine publique. Les conditions d'hygiène sont peu favorables notamment dans les zones rurales avec un taux d'assainissement de 34%. Moins de la moitié des ménages (43%) disposent de toilettes améliorées non partagées et 26%, essentiellement ruraux, ne disposent d'aucun type de toilettes. A peine un tiers des ménages disposent d'un endroit pour se

---

<sup>16</sup>Résultats nutritionnels au Sénégal: Comment réduire les inégalités géographiques et socioéconomiques pour accélérer les avancées vers les Objectifs de 2025, Marc Néné, Décembre 2016

<sup>17</sup> EDS 2015



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

laver les mains, avec le tiers ne disposant pas du matériel nécessaire (savon ou autre produit nettoyant, eau).

Concernant l'éducation, une forte corrélation est démontrée entre le retard de croissance de l'enfant et le niveau d'éducation de la mère. La prévalence du retard de croissance chez les enfants dont la femme est sans instruction est systématiquement à un taux 1,5 fois plus élevé par rapport à la prévalence chez les enfants dont la mère a au moins fini le cycle primaire<sup>18</sup>. En effet, la prévalence du retard de croissance est de 23% chez les enfants de moins de 5ans de mère sans instruction et se réduit de près de la moitié (11%) au sein des ménages avec une mère ayant reçu un niveau d'instruction moyen/secondaire ou plus. Par ailleurs, la prévalence de l'insuffisance pondérale passe de 17% chez les enfants de mère sans instruction à 9% chez ceux dont la mère a un niveau moyen/secondaire ou plus<sup>19</sup>. Cependant, le niveau d'instruction des mères reste généralement faible. 54%<sup>19</sup> des femmes interrogés n'ont reçu aucune instruction, 26 % ont reçu une instruction primaire sans l'avoir complétée et 15 % pour les femmes ayant complété le cycle primaire entament des études secondaires sans toutefois les compléter.

## b. Facteurs fondamentaux

### • Pauvreté et niveau socioéconomique des ménages

Les déterminants sous-jacents de la malnutrition découlent de la modicité des revenus. Au Sénégal, une proportion de 46,7% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté nationale. Les régions du Sud apparaissent comme celles les plus pauvres du pays avec l'essentiel de la population y résidant (69%) classé dans les quintiles les plus pauvres. Ce niveau socioéconomique des ménages constitue également un déterminant majeur du statut nutritionnel. En effet, la malnutrition chronique affecte 28% des ménages les plus pauvres (pauvreté mesurée par le quintile de richesse) contre 10% dans les ménages les plus riches. Il n'en est de même pour l'insuffisance pondérale : de 21 % dans les ménages les plus pauvres, la prévalence baisse à 8 % dans les ménages plus riches.

Ainsi, les ménages les plus pauvres sont les plus touchés par la malnutrition chronique : 28% des enfants situés dans le quintile le plus pauvre souffrent de retard de croissance, contre 10% dans les ménages les plus riches. La fracture entre milieux ruraux et urbains se ressent également de manière forte : 18% des enfants vivant en milieux ruraux sont atteints, contre 10% dans les villes. Si la prévalence du retard de croissance en milieu urbain a presque diminué de moitié de près de 21% en 2000 à 11% en 2005, elle a seulement baissé de 20% en milieu rural sur la même période, passant de 30% à 24%<sup>20</sup>.

<sup>18</sup>Résultats nutritionnels au Sénégal: Comment réduire les inégalités géographiques et socioéconomiques pour accélérer les avancées vers les Objectifs de 2025, Marc Néné, Décembre 2016

<sup>19</sup>EDS 2015

<sup>20</sup>Résultats nutritionnels au Sénégal: Comment réduire les inégalités géographiques et socioéconomiques pour accélérer les avancées vers les Objectifs de 2025, Marc Néné, Décembre 2016



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

## • Environnement politique, économique et socioculturel

Plusieurs facteurs relevant de l'environnement socioéconomique et politique au Sénégal sont des facteurs déterminants du statut nutritionnel :

- Le financement des activités de renforcement de la nutrition :
  - l'insuffisance des ressources financières pour le passage à l'échelle des interventions de nutrition à haut impact ;
  - La forte dépendance du Sénégal aux ressources externes qui représentent 88% des sources de financement des dépenses de nutrition<sup>21</sup> ;
- Des politiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant inappropriés :
  - l'application insuffisante de l'arrêté interministériel sur le code de commercialisation des substituts de lait maternel ;
  - l'insuffisance dans le cadre réglementaire pour la promotion appropriée des aliments de compléments et de production locale des intrants ;
  - l'insuffisance des initiatives communautaires facilitant l'accès aux aliments de compléments adéquats ;
- Formation et recherche en nutrition :
  - l'intégration insuffisante de la nutrition dans les Curricula de formation ;
  - la disponibilité, le partage et l'utilisation des résultats de la recherche ;
- Inégalités liées au genre ;
- l'insuffisance de l'institutionnalisation de la nutrition avec un faible nombre de secteurs ayant défini des objectifs clairs sur la nutrition (orientation des politiques agricoles).

## 3. Réponses nationales et contributions des secteurs

### a. Réponses nationales

En droite ligne avec ses engagements internationaux et régionaux en matière de nutrition, l'Etat du Sénégal a fait de la lutte contre la malnutrition une priorité et a adopté des politiques et stratégies pour améliorer la situation nutritionnelle des populations

Ces options ont connu plusieurs mutations qui ont coïncidé aux périodes approximatives des changements de paradigmes (Encadré 1)<sup>22</sup>

La création en 2001 de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) regroupant plusieurs ministères techniques, la société civile, les représentants des collectivités locales et placée sous l'autorité du Premier Ministre a marqué un tournant. Cet organe a pour rôle d'assister le gouvernement dans la définition de la politique de nutrition et de s'assurer de la bonne exécution des projets et programmes de nutrition.

<sup>21</sup> Analyse économique et de l'impact de la nutrition au Sénégal, Banque Mondiale, Décembre 2016

<sup>22</sup> Evolution de la politique de nutrition au Sénégal, Banque Mondiale, Décembre 2016



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

S'adossant à la première lettre de politique de la nutrition, élaborée en 2001 déclinant les orientations stratégiques du pays en matière de nutrition, l'Etat du Sénégal et ses partenaires mettent en œuvre un ensemble d'interventions inspirées des Actions Essentielles en Nutrition (AEN) reconnues comme ayant un haut impact. Ainsi, la CLM et plusieurs secteurs dont ceux de la santé, de l'éducation, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de l'hygiène, de l'assainissement, de la protection sociale, du secteur privé ont mis en œuvre des interventions de nutrition à travers un certain nombre de projets et programmes. Il s'agit notamment du :

- Programme de Renforcement de la Nutrition, du Projet d'Iodation Universelle du Sel ;
- du Programme de Renforcement de la Fortification alimentaire (enrichissement de la farine de blé en fer/acide folique et de l'huile en vitamine A<sup>23</sup>) ;
- du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire des ménages Vulnérables ;
- du Projet de Financements Basés sur les Résultats et ;
- du Programme de la supplémentation en vit A à grande échelle des enfants 6-59mois couplés au dépistage de la malnutrition.

En ce qui concerne le dispositif de prise en charge, le Sénégal s'est doté d'un protocole national de prise en charge de la malnutrition aigüe (PECMA) depuis 2008, révisé en 2013 pour prendre en compte les avancées en matière de traitement. La stratégie de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) avec une composante clinique et communautaire permet une approche holistique car la malnutrition entraîne un affaiblissement de l'immunité et une sensibilité accrue aux maladies infectieuses installant ainsi le cercle vicieux malnutrition-infection.

On relève également la création au sein de la cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) en 2009 du Comité Sénégalais pour la Fortification des Aliments en Micronutriments (COSFAM) et le changement des normes d'iodation du sel sous l'impulsion de la CLM pour se conformer aux normes communautaires de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). De plus, les décrets rendant obligatoires l'enrichissement de l'huile industrielle en vitamine A et de la farine en acide folique et en fer ont été promulgués.

Ces efforts conjugués du Gouvernement et de ses partenaires ont abouti à des résultats très encourageants et ont valu au Sénégal de figurer parmi les pays qui ont le plus faible taux de retard de croissance en Afrique de l'Ouest. Cet état de fait peut s'expliquer par la couverture géographique relativement importante des interventions et des cibles, mais également le fort engagement de différents secteurs.

L'intérêt de l'approche multisectorielle est d'impulser dans le cadre d'une gouvernance intégrée, une prise en charge de la nutrition impliquant de façon efficace l'ensemble des parties prenantes, et en orientant les interventions dans chaque région en fonction des problématiques nutritionnelles spécifiques qui y prévalent.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

## b. Contribution des secteurs

La contribution à l'amélioration de l'état nutritionnel des populations sénégalaises est inscrite comme objectif dans les documents de politique des différents secteurs.

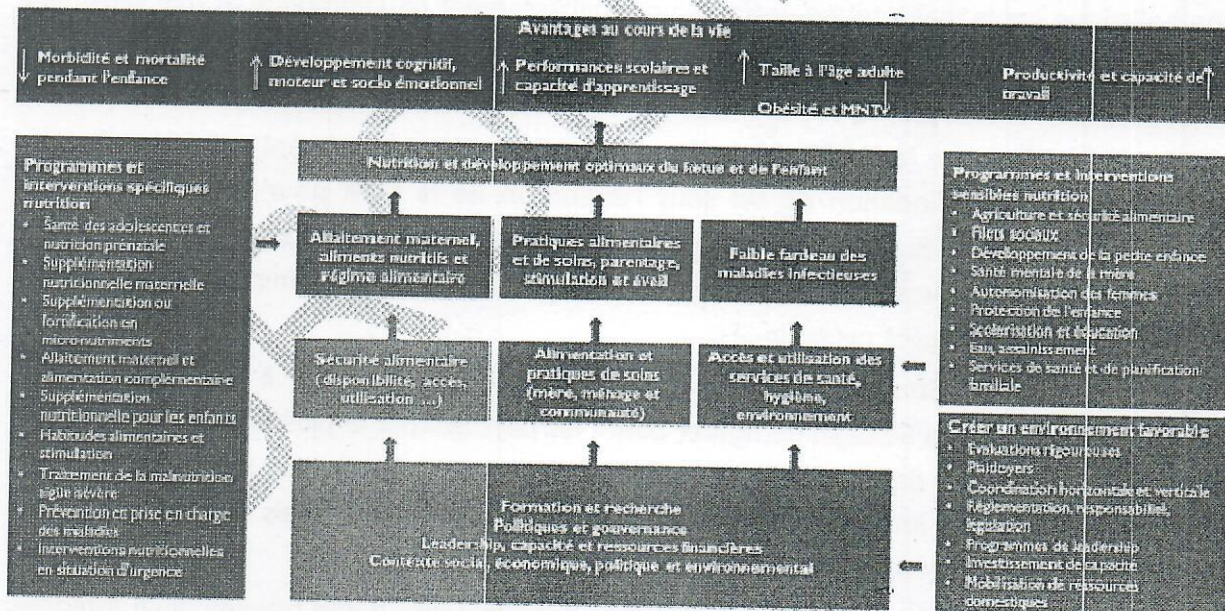
Encadré 1 : Documents de politiques sectorielles incluant la nutrition

- Plan National de Développement Sanitaire (PNDS)
- Plan stratégique Alimentation Nutrition du Ministère de la Santé
- Plan national de développement de l'élevage (PNDE)
- Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS)
- Lettre de politique sectorielle de développement de la pêche et de l'aquaculture (LPSD PA)
- Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence du secteur de l'éducation et de la formation (PAQUET-EF)
- Lettre de politique sectorielle de développement de l'industrie.

Cependant, la traduction en actions concrètes, la mise à l'échelle et la mesure de l'impact des interventions sectorielles sur la nutrition nécessitent des efforts plus soutenus.

Pour relever les défis majeurs de la nutrition, il est nécessaire de mettre en place un cadre adéquat permettant à toutes les parties prenantes de travailler de façon concertée pour influencer considérablement sur les causes directes et indirectes de la malnutrition (figure 3).

Figure 3 : cadre conceptuel pour les actions à mener pour un développement optimal du fœtus de l'enfant

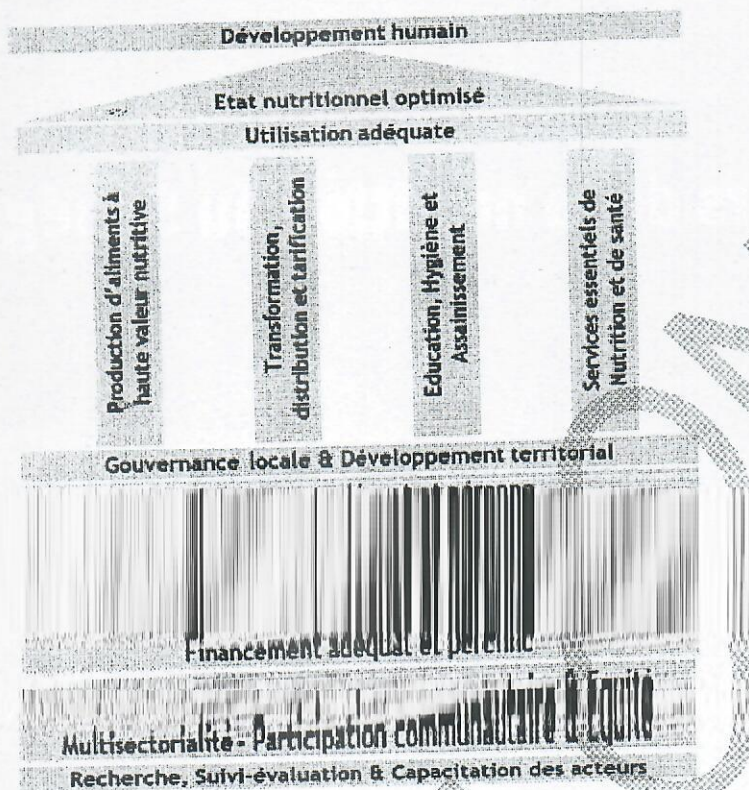


La contribution de chacun des différents départements ministériels impliqués dans le PSMN permettra de couvrir les quatre piliers du cadre conceptuel de l'approche multisectorielle défini dans la PNDN.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 4 : PNDN – cadre conceptuel de l'approche multisectorielle de la nutrition





# Acquis majeurs de la nutrition au Sénégal





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Le secteur de la Nutrition connaît depuis quelques années, des acquis importants faisant du Sénégal l'un des pays affichant une prévalence de retard de croissance parmi les plus bas en Afrique Subsaharienne.

- **Engagement politique**

La nutrition a connu durant cette décennie des avancées importantes au Sénégal qui sont le produit d'une volonté politique et d'une orientation en faveur de la nutrition par les différents gouvernements qui se sont succédé depuis 2002. Ceci a permis pendant plus d'une décennie, une continuité et une consolidation des politiques du gouvernement en matière de nutrition.

- **Ancrage institutionnel**

La nutrition bénéficie avec la création de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), d'un ancrage au plus haut niveau à la Primature lui assurant ainsi une grande visibilité. Par ailleurs, la nutrition est de plus en plus prise en compte dans les plans locaux de développement et les outils de planification locale dans le cadre de la décentralisation des politiques publiques. L'adoption de l'Acte 3 en 2013 sur la décentralisation réaffirme la responsabilité des collectivités locales dans le financement et la mise en œuvre des programmes de nutrition et représente donc une opportunité dans le cadre du PSMN. Cette approche est facilitée par l'ancrage institutionnel de la CLM, la gouvernance et le financement de la nutrition au travers des efforts conjugués de l'Etat et de ses partenaires

- **Création d'une ligne budgétaire dédiée à la nutrition**

Le financement de la nutrition est, en partie, assuré par l'Etat à travers l'existence d'une ligne budgétaire dans le budget national et a connu des augmentations subséquentes depuis 2001. Entre 2002 et 2014, les allocations budgétaires à la CLM ont été multipliées presque par 20 passant de 0,3 à 5,7 millions USD entre 2002 et 2015. Par ailleurs, le Sénégal bénéficie de l'engagement fort de ses partenaires internationaux.

- **Existence d'un bon leadership technique de l'Etat et de ses structures en matière de gestion du financement mobilisé pour la nutrition**

La gestion du financement de la nutrition est assurée en grande partie par les institutions gouvernementales. Elle repose sur les procédures financières claires définies dans les manuels de procédures, de processus et de gestion et les guides qui sont systématiquement appliquées, à travers un dispositif rigoureux pour assurer à la fois la protection, la qualité de l'information et l'amélioration des performances<sup>24</sup>.

<sup>24</sup>Etude de Diagnostic et Estimation des Besoins de Renforcement des Capacités Organisationnelles et Institutionnelles du Secteur de la Nutrition au Sénégal, Banque Mondiale, Décembre 2016



- **Renforcement de la capacité de réponse**

A travers la mise en œuvre du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN), le pays dispose d'une masse critique d'acteurs communautaires qui sont capables pour la délivrance de services promotionnels au profit des communautés et plus particulièrement de services de nutrition communautaire. Ces acteurs sont organisés à travers un réseau d'intervention efficace constitué d'agences d'exécution communautaires (AEC), d'organisations non-gouvernementales (ONG) et d'acteurs communautaires. Le maillage communautaire des interventions de nutrition facilite le développement de stratégies adaptées au contexte pour l'exécution de ces activités.

Un renforcement des compétences des prestataires de santé, l'équipement des structures sanitaires, la mise à disposition d'intrants pour la prise en charge de la malnutrition aiguë et un bon maillage du pays par les structures de la prise en charge de la malnutrition (CREN, UREN) ont permis d'améliorer la réponse à la malnutrition.

- **Intégration de la nutrition dans les documents de politique sectorielle. Début d'approche multisectorielle**

Le Sénégal est actuellement engagé dans une phase de renforcement de l'ensemble des acquis. Cette phase intègre l'institutionnalisation de l'approche multisectorielle déjà entamée depuis 2002 avec la création de la CLM et actuellement renforcée à travers l'élaboration de ce PSMN. L'intérêt de l'approche multisectorielle est d'impulser, dans le cadre d'une gouvernance intégrée, une prise en charge de la nutrition impliquant de façon efficace l'ensemble des parties prenantes, et en orientant les interventions dans chaque région en fonction des problèmes nutritionnels spécifiques qui y prévalent.

- **Amélioration de la prévalence de la malnutrition chronique**

Sur le plan de la situation nutritionnelle, le Sénégal figure parmi les pays qui ont le plus faible taux de retard de croissance en Afrique de l'Ouest. Ceci s'explique par la forte couverture géographique des interventions et des cibles et aussi le fort engagement des secteurs dans la lutte contre les déterminants à travers une approche multisectorielle. (Renforcer avec l'étude de MARC)



# Défis de la nutrition au Sénégal





Pour le Sénégal, l'enjeu est d'accélérer les progrès vers l'atteinte des objectifs convenus au niveau international comme les objectifs de nutrition fixés dans le cadre de l'Assemblée Mondiale de la Santé (AMS) pour 2025 et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) particulièrement l'objectif 2. Cependant, la visibilité actuelle de la nutrition dans les secteurs sensibles que sont l'agriculture, l'éducation, la protection sociale, l'hydraulique et l'assainissement ne permet de mener à bien les objectifs fixés. Pour ce faire, les défis à relever pour les prochaines années sont multiples et concernent notamment :

- **Positionnement institutionnel**
  - l'institutionnalisation de la nutrition à travers sa prise en compte systématique dans les politiques et plans sectoriels avec une définition claire d'objectifs nutritionnels ;
  - l'amélioration de la visibilité de la nutrition à travers un renforcement de la communication institutionnelle.
- **Mobilisation durable et pérenne de ressources financières**
  - la mobilisation de ressources financières suffisantes et durables pour la nutrition, à travers le renforcement des budgets sectoriels et des investissements dédiés ;
  - la mise en place d'une ligne budgétaire explicite dédiée à la nutrition dans les budgets des collectivités locales et dans les secteurs ;
  - l'adoption et la mise en œuvre de mécanismes innovants de financement
- **Passage à l'échelle des interventions (couverture universelle)**
  - l'amélioration de la couverture en services essentiels de nutrition et la mise à l'échelle des interventions sensibles nutrition particulièrement dans les zones à forte prévalence de la malnutrition ;
  - l'amélioration de l'accès et l'utilisation de services de santé de qualité pour le renforcement de la prévention et de la prise en charge des maladies ;
- **Coordination multisectorielle de la nutrition**
  - le renforcement de la coordination multisectorielle de la nutrition à travers des mécanismes de coordination intrasectorielle, intersectorielle à tous les niveaux et la prise en compte du principe de redevabilité ;
  - l'amélioration du système d'information de la nutrition ;
- **Renforcement de capacités en nutrition**
  - le développement de compétences en nutrition à travers la formation initiale, la formation continue et la recherche.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

- **Renforcement de la résilience des communautés et amélioration du cadre de vie**
  - l'amélioration de l'accessibilité des ménages à une alimentation diversifiée et nutritive pendant toute l'année ;
  - le renforcement de la résilience des populations et de l'autonomisation des groupes vulnérables ;
  - le renforcement de l'éducation nutritionnelle des communautés à travers sa prise en compte par tous les secteurs lors de la mise en œuvre de leurs plans sectoriels ;
  - l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement adéquats ;
  - la prise en compte de l'aspect genre dans les interventions ;
  - l'adhésion des communautés aux pratiques familiales essentielles à travers une meilleure prise en compte des normes socioculturelles dans les approches de communication à mettre en œuvre.

BROUILLON





**Vision et objectifs stratégiques de développement  
de la nutrition au Sénégal**



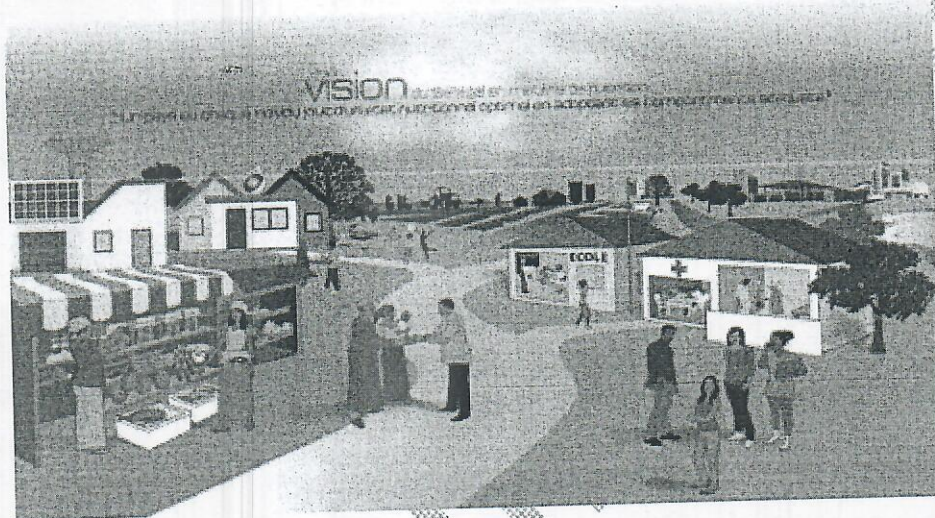


## 1. Vision 2025 en matière de nutrition

Le PSMN vient opérationnaliser la PNDN dont la vision est de faire du Sénégal :

**« Un pays où chaque individu jouit d'un état nutritionnel optimal en adoptant les comportements adéquats »**

Figure 5: illustration de la vision de développement de la nutrition au Sénégal



## 2. Objectifs stratégiques à l'horizon 2025

Partant de la Vision et des différents engagements à l'échelon international, le Sénégal a défini sept (07) objectifs stratégiques à réaliser à l'horizon 2025, présentés dans la figure 4.

Figure 6 : objectifs stratégiques à l'horizon 2025

OS.1	Réduire d'au moins 45% la prévalence du retard de croissance ;
OS.2	Réduire de 30% la proportion d'enfants ayant un faible poids de naissance ;
OS.3	Réduire à moins de 5% le taux de malnutrition aigüe des enfants de 0 à 5 ans ;
OS.4	Porter à 50% au moins le taux de l'Allaitement Maternel Exclusif ;
OS.5	Réduire de 50% la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer et les autres groupes vulnérables ;
OS.6	Réduire d'au moins 40% la prévalence de la carence pour les autres micronutriments (iode, zinc, vitamine A) ;
OS.7	Réduire d'au moins 20% la prévalence de l'obésité chez les groupes vulnérables.



### 3. Objectifs stratégiques et spécifiques de la nutrition à l'horizon 2021

Les objectifs stratégiques et spécifiques définis pour l'horizon 2021 se présentent comme suit :

#### Objectif Stratégique (OS) n°1 : Réduire d'au moins 20% la prévalence du retard de croissance d'ici 2021 au niveau national

OS.1.1. Réduire d'au moins 40% la prévalence du retard de croissance dans les régions de Sédhiou, Tambacounda, Kédougou, Kolda, Louga Kaffrine, Fatick, Matam, Diourbel ;

OS.1.2. Réduire d'au moins 15% la prévalence du retard de croissance dans les autres régions (Dakar, Thiès, Kaolack, Saint-Louis, Ziguinchor) ;

OS.1.4. Augmenter d'au moins 30% la proportion de femmes enceintes et allaitantes qui ont un régime alimentaire varié, diversifié, de quantité suffisante et équilibrée ;

OS.1.5. Augmenter à 20% au moins la proportion d'enfants 6-23mois qui bénéficient d'un apport alimentaire minimum acceptable.

#### Objectif Stratégique (OS) n°2 : Réduire de 15% la proportion d'enfants ayant un faible poids de naissance, d'ici 2021

OS.2.1. Réduire d'au moins 40% la prévalence du faible poids de naissance dans les régions Centre et Nord ;

OS.2.2. Réduire d'au moins 20% la prévalence du faible poids de naissance dans les régions Sud, Sud-Est et Ouest.

#### Objectif Stratégique (OS) n°3 : Réduire à moins de 5% la prévalence de la malnutrition aigüe des enfants de 0 à 5 ans

OS.3.1. Réduire à moins de 10% la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 0 à 5 ans dans les régions de Saint Louis, Matam, Louga, Tambacounda et Diourbel ;

OS.3.2. Réduire à moins de 5% la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 0 à 5 ans dans les autres régions.

#### Objectif Stratégique (OS) n°4 : Porter à 43% au moins le taux de l'Allaitement Maternel Exclusif durant les 6 premiers mois

OS.4.1. Réduire de 50% le pourcentage de femmes qui donne de l'eau en plus de l'allaitement maternel pendant les six (06) premiers mois ;

OS.4.2. Porter la mise au sein précoce (dans l'heure qui suit la naissance) à 50% au moins.



**Objectif Stratégique (OS) n°5 : Réduire de 25% la prévalence de l'anémie chez les groupes vulnérables**

- OS.5.1. Réduire de 25% la prévalence de l'anémie chez les enfants de 6 - 59 mois ;
- OS.5.2. Réduire de 25% la prévalence de l'anémie chez les adolescentes (par rapport à la situation de référence à évaluer lors des prochaines enquêtes) ;
- OS.5.3. Réduire de 25% la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de reproduction.

**Objectif Stratégique (OS) n°6 : Réduire d'au moins 20% la prévalence des carences pour les autres micronutriments (iode, zinc et vitamine A)**

- OS.6.1. Réduire de 20% la carence en zinc chez les enfants de moins de 5 ans ;
- OS.6.2. Réduire d'au moins 20% la prévalence de la carence en iode chez les FAR ;
- OS.6.3. Réduire d'au moins 20% la prévalence de la carence en iode chez les FE ;
- OS.6.4. Réduire d'au moins 20% la prévalence de la carence en Vitamine A chez les enfants de moins de 5 ans ;
- OS.6.5. Porter à 80% le taux de consommation de sel adéquatement iodé dans les ménages.

**Objectif Stratégique (OS) n°7 : Réduire de 10% la prévalence de l'obésité chez les groupes vulnérables**

- OS.7.1. Réduire la prévalence de l'obésité d'au moins 5% chez les enfants de moins de 5 ans ;
- OS.7.2. Réduire la prévalence de l'obésité de 5% chez les adolescents (par rapport à la situation de référence à évaluer lors des prochaines enquêtes) ;
- OS.7.3. Réduire la prévalence de l'obésité de 5% chez les FAR.



**Axes d'interventions 2017 - 2021 pour le  
développement de la nutrition**



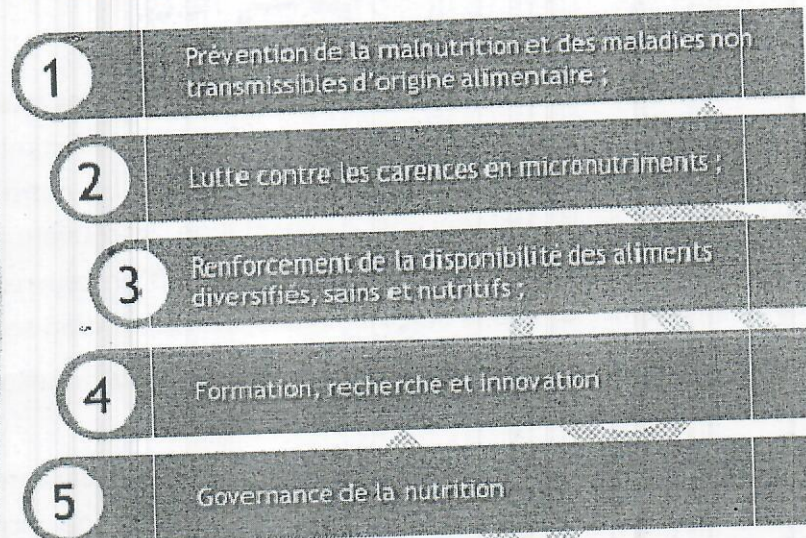


# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Pour assurer l'atteinte de la vision et des objectifs stratégiques et spécifiques retenus, cinq (05) axes d'intervention (figure 6) ont été définis pour servir, de cadre d'actions des différentes parties prenantes pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations au Sénégal.

Figure 7 : axes d'intervention du Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition (PSMN)

Axes d'intervention  
dans la nutrition sur la  
période 2017-2021



## 1. Axe 1 : Prévention de la malnutrition et des MNT d'origine alimentaire

La prévention et la prise en charge des différents types de malnutrition et des maladies non transmissibles se déclinent en plusieurs orientations stratégiques articulées autour de :

- la prévention de la malnutrition chronique et de la malnutrition aigüe ;
- la prise en charge de la malnutrition aigüe ;
- la prise en charge nutritionnelle des MNT.

### a. Prévention de la malnutrition

Les actions de prévention de la malnutrition aigüe portent sur des apports alimentaires adéquats, la prévention et le traitement des maladies chez les femmes enceintes ou allaitantes et chez les enfants de moins de 5ans. Les pratiques optimales d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (0-59 mois), avec une attention particulière sur les deux premières années de vie (0-24 mois) sont privilégiées à savoir l'allaitement maternel exclusif, l'alimentation complémentaire adéquate ainsi que la couverture des besoins en micronutriments essentiels comme la vitamine A, le fer, le zinc et l'iode. A l'image des déterminants, les interventions pour lutter contre la malnutrition aigüe et la malnutrition chronique sont similaires. Les interventions adressant la malnutrition chronique revêtent cependant un caractère plus structurel.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Un focus particulier sera donc mis sur les 1000 premiers jours couvrant la période allant de la conception à l'âge de deux (2) ans. Ces 1000 premiers jours constituent une fenêtre d'opportunité, pour avoir un impact majeur sur la malnutrition chronique. Les interventions telles que la lutte contre les carences spécifiques, la prise en charge nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes et la promotion du respect des consultations prénatales (CPN) et postnatales (CPON) sont autant d'actions spécifiques de prévention de cette forme de malnutrition.

Ainsi, les différents secteurs ont identifié dans leurs plans d'actions les interventions essentielles à impact prouvé sur la nutrition des femmes enceintes, des femmes allaitantes, des enfants de 0-59 mois. Par ailleurs, des interventions ciblant la santé et la nutrition des adolescentes particulièrement la santé de la reproduction, l'alimentation, la couverture de leurs besoins en micronutriments (fer, iode, zinc) sont identifiées et seront mis en œuvre. D'autres interventions sensibles nutrition en rapport les autres déterminants de la malnutrition sont aussi ciblées.

- **La disponibilité accrue, l'approvisionnement et la consommation d'aliments diversifiés et nutritifs**

Il s'agira d'assurer une alimentation adéquate et en quantité suffisante aux adolescentes et adolescents, aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de cinq ans toute l'année et particulièrement durant la période de soudure.

- **Le développement et la mise à l'échelle de l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement**

L'accès à l'eau potable et à des pratiques optimales d'hygiène et d'assainissement<sup>25</sup> seront promues en accordant la priorité aux interventions basées sur des évidences scientifiques notamment le lavage des mains aux moments critiques, l'assainissement total piloté par les communautés et les pratiques de conservation et de gestion de l'eau au niveau des ménages qui garantissent une eau potable au point d'utilisation, la construction de latrines et de toilettes publiques.

- **Le renforcement des programmes de filets sociaux pour la promotion d'une nutrition adéquate en particulier pour les ménages plus vulnérables**

Le secteur de la protection sociale plus particulièrement les programmes de transferts sociaux qu'ils soient durables ou d'urgence (distributions en nature, transferts monétaires, transferts d'actifs, bourses familiales, couverture maladie universelle) ciblent les enfants et les femmes, les ménages vulnérables ruraux en intégrant des critères de ciblage en lien avec la nutrition. Ces programmes seront accompagnés par une éducation nutritionnelle visant la sensibilisation et la promotion d'une nutrition adéquate pour les mères et les enfants.

<sup>25</sup> Les interventions WASH sont associées à une réduction du retard de croissance de 4 à 37% en milieu rural et de 20 à 46% en zone urbaine<sup>25</sup> (mettre la source)



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

- **Les activités d'éveil et de soins pour le développement de la petite enfance**

Les structures dédiées à la petite enfance notamment les crèches, les classes maternelles, les garderies communautaires seront renforcées pour augmenter les effets positifs sur le développement de l'enfant tout en libérant les mères/gardiennes d'enfants qui peuvent alors se consacrer à des activités génératrices de revenus. Les interventions d'éveil intégrées à une bonne nutrition dans la petite enfance, offrent une plateforme pour le développement physique et cognitif de l'enfant et pour la prévention de la malnutrition.

Au niveau communautaire, l'éveil précoce sera intégré au niveau des sites de nutrition pour augmenter les effets et produire des résultats durables. Il va permettre ainsi aux mères d'enfants d'effectuer des activités d'éveil avec leurs jeunes enfants dès la naissance.

- **Autonomisation de la femme (allègement des travaux, ...)**

Il s'agira d'assurer que les catégories vulnérables à la malnutrition (femmes enceintes, femmes allaitantes/mères d'enfants de moins de 24 mois) ne soient pas exposées à un travail excessif ou à un travail interférant négativement sur les soins aux jeunes enfants dans les zones rurales.

- **Le renforcement de l'éducation formelle et non formelle**

Le système éducatif est utilisé comme une plateforme de renforcement des connaissances et pratiques clés pour une nutrition optimale des apprenants. Ainsi l'enseignement préscolaire va intégrer la nutrition dans les programmes scolaires. Des interventions visent à assurer que le renforcement de capacités des enseignants et de personnels d'encadrement pédagogiques lors des formations de base et continue en intégrant les notions de base de la nutrition notamment les actions essentielles en nutrition.

Le niveau de connaissance des femmes et des adolescentes sera amélioré à travers les interventions visant l'alphabétisation fonctionnelle sensible nutrition pour leur permettre d'accéder aux connaissances clés concernant la nutrition et la promotion d'une alimentation diversifiée avant la conception, durant la grossesse, et le suivi de la grossesse pour une protection optimale de la croissance du fœtus, la nutrition et le développement psychomoteur du nourrisson et du jeune enfant.

- **L'amélioration de l'accès et de la qualité des services interventions sanitaires sensibles à la nutrition**

Les interventions du secteur de la santé ciblent le renforcement de la qualité du suivi prénatal (CPN recentrée) au niveau des structures de soins, le renforcement de la qualité des consultations postnatales, y compris le conseil pour la planification familiale ainsi que la promotion de la vaccination de routine pour les enfants. Ces interventions vont également cibler le renforcement de l'offre et de la demande en soins de santé en mettant en place des mécanismes d'incitation pour le respect des CPN.



- **La prévention du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation**

S'agissant de la malnutrition par excès, les actions porteront surtout sur la promotion d'une alimentation diversifiée, équilibrée et saine (peu sucrée, peu salée, peu grasse) et la promotion de l'activité physique. Les interventions visant la promotion et le suivi de la pratique d'une activité physique régulière précoce au niveau des structures DIPE et des établissements d'enseignement scolaire, la promotion de l'éducation nutritionnelle pour une alimentation saine privilégiant la consommation de fruits et légumes sont préconisées. La mise en place d'une réglementation relative au contrôle des aliments en forte teneur en sucres, sels et matières grasses et intégrant le contrôle de la publicité sera promue.

Les interventions visant la sensibilisation de masse de la population sur les facteurs de risques et les déterminants majeurs des maladies non transmissibles notamment en ce qui concerne les conséquences de l'obésité, les maladies cardiovasculaires, les maladies de surcharge sont identifiées dans les plans d'actions des secteurs et seront mises en œuvre à l'échelle.

**b. Prise en charge de la malnutrition**

Les interventions ciblées portent sur le renforcement des structures de prise en charge à tous les niveaux de la pyramide sanitaire notamment les UREN-C, UREN, les CREN, le renforcement du dispositif de prise en charge de la malnutrition aigüe au niveau des structures de santé (ressources humaines et équipements) et la disponibilité permanente des intrants de prise en charge des enfants présentant une malnutrition aigüe. Un protocole de prise en charge des femmes enceintes et allaitantes sera élaboré et mis en œuvre.

Au niveau communautaire, les interventions de prise en charge des enfants souffrant de malnutrition aigüe modérée seront renforcées pour assurer une bonne couverture.

Par ailleurs, des interventions visant à développer et mettre en œuvre un plan de contingence pour répondre aux situations d'urgence seront réalisées.

**c. Prise en charge des maladies non transmissibles liées à l'alimentation (MNTA)**

Le renforcement de l'accès aux services de santé de qualité permettant d'offrir un plateau médical spécialisé et un personnel qualifié dans la prise de ces affections est déterminant. Aussi, les capacités des prestataires de santé devront être renforcées pour assurer une prise en charge nutritionnelle des MNTA incluant l'éducation nutritionnelle adaptée pour chacune des pathologies.



## 2. Axe 2 : Lutte contre les carences en micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A)

Les micronutriments ciblés par les interventions sont le fer, l'iode, la Vitamine A et le zinc.

Les interventions identifiées par les secteurs s'intègrent dans quatre grandes stratégies complémentaires à mettre à l'échelle pour lutter efficacement contre les carences en micronutriments<sup>26</sup>. Il s'agit notamment de la promotion de la diversification alimentaire, la fortification des aliments, la supplémentation en vitamines et minéraux et l'éducation nutritionnelle.

De façon globale, les interventions sectorielles identifiées au sein de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'industrie, de la pêche, de l'élevage, de l'environnement dans le cadre de la diversification alimentaire, sont :

- la promotion d'une alimentation diversifiée et riche en micronutriments au cours du cycle de vie ;
- l'implantation de jardins potagers pour les ménages, de périmètres maraichers communautaires pour renforcer la disponibilité d'aliments riches en micronutriments ;
- le renforcement de la présence des espèces sauvages (perdrix, cailles, ...) ;
- l'extension de la bio-fortification, qui est déjà utilisée en phase expérimentale pour certaines variétés, pour assurer à moyen ou long terme à la population la consommation de variétés enrichies en nutriments.

Pour la carence en fer et l'anémie, les interventions ci-dessous vont être renforcées et mises en œuvre notamment dans les régions à prévalence très critique (régions du centre et du sud du pays avec des prévalences de plus de 70%) :

- la supplémentation en fer acide folique en milieu scolaire particulièrement celle des adolescentes âgés de 10 à 19 ans ;
- la supplémentation en fer acide folique des femmes enceintes et allaitantes ;
- la fortification à domicile des aliments destinés aux enfants âgés de 6-23 mois ;
- la fortification à grande échelle en fer/acide folique, zinc, iode des aliments de grande consommation (farine, sel, ...).

Concernant la carence en iode, l'industrialisation de la production de sel iodé, l'adaptation et l'application de la réglementation en matière d'iodation du sel, le renforcement du contrôle qualité et la promotion de la consommation de sel iodé au niveau ménages et au sein du système éducatif seront mises en œuvre. Un accent sera mis sur les régions productrices de sel (Fatick, Kaolack, Kaffrine, Saint Louis et Sédhiou). La promotion de la consommation de sel iodé passera

<sup>26</sup> Selon le Lancet 2013, les interventions de lutte contre les carences en micronutriments, si elles sont mises à l'échelle pour atteindre une couverture de 90 %; pourraient réduire le retard de croissance de 20,3 %.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

également par le renforcement de l'initiative « accessibilité sel iodé » qui constitue à rendre disponible du sel adéquatement iodé dans les régions non productrices de sel et particulièrement dans leurs zones les plus reculées.

La stratégie pour la supplémentation en iode chez les femmes enceintes et les FAR sera élaborée et testée à travers une étude pilote. Le renforcement de la disponibilité et la promotion de la consommation des produits halieutiques se fera à travers l'éducation nutritionnelle visant principalement les femmes enceintes et les Femmes en âge de reproduction (FAR) résidant dans les zones rurales non productrices de sel.

Concernant la carence en vitamine A, le renforcement de la routinisation de la supplémentation en vitamine A, la poursuite de l'enrichissement des huiles raffinées en vitamine A, la culture de variétés riches en vitamine A contribueront à améliorer le statut en vitamine A des populations.

Pour la carence en zinc, les interventions portant sur l'introduction du zinc dans la réglementation relative à la fortification des aliments en micronutriments, l'élevage des petits ruminants à cycle court, la diversification alimentaire et la promotion de la consommation des aliments riches en micronutriments, entre autres, vont contribuer à réduire de manière significative la prévalence de la carence en zinc chez les populations.

L'éducation nutritionnelle s'inscrit de façon transverse dans ces actions et est un élément important dans la lutte contre les carences en micronutriments. Ainsi elle se fera à travers son intégration dans les curricula de formation, portés par les différents secteurs ainsi que la promotion de la consommation des aliments riches en micronutriments pour une meilleure utilisation.

### **3. Axe 3 : Renforcement de la disponibilité et de l'accessibilité des aliments diversifiés, sains et à haute valeur nutritive**

Le renforcement de la disponibilité des aliments sains et à haute valeur nutritive sera mis en œuvre à travers des interventions ciblant tous les maillons de la chaîne de valeur (production, stockage, conservation, transformation, distribution ...) dans les secteurs productifs (agriculture, pêche, élevage, industrie, commerce...).

Dans le domaine de l'agriculture, une dynamique de renforcement et de diversification des filières horticoles (maraîchère et arboricole) à haute valeur nutritive sera engagée. De même, la production des variétés de céréales et de légumineuses à haute valeur nutritive sera promue en favorisant au maximum les interventions intégrées ainsi que l'éducation nutritionnelle des agriculteurs en vue d'influencer les choix de production et de consommation des ménages agricoles.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Dans la même optique, pour le secteur de l'environnement, plusieurs actions sont prévues afin de renforcer l'exploitation, la valorisation et la distribution des produits forestiers non ligneux. A ce titre, des espèces arboricoles à haute valeur nutritive seront introduites dans le cadre des opérations de reboisement. De plus, la présence des espèces sauvages sera renforcée dans les réserves naturelles communautaires pour favoriser la diversification alimentaire.

Concernant l'élevage, la contribution à une meilleure accessibilité aux aliments à haute valeur nutritive passera par l'amélioration de la disponibilité du lait et des produits laitiers durant toute l'année et sur tout le territoire et l'appui aux communautés et aux ménages pour l'aviculture améliorée et l'élevage de petits ruminants et de porcins. Celles-ci seront accompagnées de séances d'éducation nutritionnelle pour favoriser un régime alimentaire diversifié au sein des communautés.

Le renforcement de la disponibilité des produits halieutiques se fera à travers des actions de développement de la pêche continentale (empoissonnement des zones de production, installation et réhabilitation des complexes frigorifiques ...) et de l'aquaculture (aménagement de fermes en étang, de parcs ostréicoles, de fermes d'algoculture, etc.), la transformation artisanale des produits halieutiques ainsi qu'un appui à la gestion durable des ressources halieutiques.

Concernant l'industrie, les interventions permettront d'appuyer la généralisation d'une démarche qualité au niveau des segments cibles de l'industrie agro-alimentaire et la mise en place de Petites et Moyennes Industries (PMI) de production de farines infantiles enrichies et instantanées à base de céréales.

Pour renforcer la disponibilité et l'accessibilité des aliments, le secteur du commerce s'appuiera sur les leviers de la tarification et de la distribution. Les interventions vont cibler la mise en place d'une régulation adéquate des prix, l'organisation d'un approvisionnement suffisant des centres de consommation et la promotion d'un réseau de distribution en milieu rural.

De façon transversale, des dispositions spécifiques seront prises aux plans de la réglementation, des systèmes de contrôle et d'information, pour garantir la sécurité sanitaire des aliments produits, transformés et vendus (c'est-à-dire tout au long de la chaîne de valeur). Ces dispositions porteront, entre autres, sur la sensibilisation des producteurs pour une gestion raisonnée des pesticides et le renforcement du contrôle sanitaire périodique des sites agréés de production aquacole et halieutique. Au même titre, la réglementation sera aussi revue pour prendre en compte les produits d'élevage.

La promotion de l'inclusion économique des femmes constitue un moyen puissant dans le cadre de l'amélioration de la disponibilité des aliments. Elle se fera à travers un meilleur accès : i) aux facteurs et moyens de production ; ii) à l'appui conseil ; iii) à la formation sur la transformation des produits agricoles et la conservation des aliments et ; (iv) à des technologies appropriées et compatibles à leur statut social.





#### 4 Axe 4 : Formation, recherche et innovation

L'atteinte de la vision exige en amont de renforcer les connaissances et les capacités des Ressources Humaines en nutrition, tant au niveau central, régional et local et de développer la recherche dans le secteur. Partant de ces enjeux, le PSMN engagera le Sénégal sur les cinq (05) prochaines années sur une nouvelle dynamique avec des interventions structurantes orientées vers la formation et la recherche en nutrition.

Sur la formation, l'objectif visé globalement est d'avoir une masse critique d'acteurs capables de développer, mettre en œuvre et suivre des programmes en faveur de l'amélioration de la situation nutritionnelle. La formation sera structurée à différents niveaux : la formation académique et professionnelle en nutrition, la formation continue, le renforcement des capacités en nutrition des acteurs au sein des différents secteurs et à tous les niveaux, l'introduction de la nutrition dans les curricula des différents établissements de formation, le renforcement de l'intégration de la nutrition dans les curricula de formation de l'école de base. Les actions dans ce sens concernent notamment <sup>27</sup>:

- le dialogue avec les milieux académiques pour un plaidoyer auprès du gouvernement et des PTF pour le financement des filières de nutrition dans le but de renforcer l'offre de formation académique en nutrition qui est très limitée au Sénégal ;
- un plaidoyer auprès des écoles de formation professionnelle (agriculture, élevage, pêche, industrie, environnement...) pour l'introduction des modules de formation en nutrition en vue de favoriser l'institutionnalisation de la nutrition dans les secteurs et ;
- la formation en nutrition des personnels techniques au sein des secteurs, y compris les points focaux de la CLM, les autorités administratives, les collectivités locales pour améliorer les connaissances et compétences en nutrition.

Au niveau du secteur de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, l'offre sera renforcée à travers la mise en place d'une formation continue en nutrition (en E-learning et/ou présentiel). Les activités de formation continue pourront concerner notamment l'éducation nutritionnelle, les activités d'éveil et de stimulation pour la petite enfance, l'éducation sportive, l'alimentation de la mère et de l'enfant ....

Sur les aspects de recherche et d'innovation en nutrition, l'ambition est d'utiliser davantage le secteur de la recherche pour une contribution dans la lutte contre les carences en micronutriments (biofortification, semences améliorées, nutriments d'origine halieutique...) et l'utilisation des résultats de la recherche pour une orientation ou une adaptation des interventions des programmes de nutrition. Il s'agira également de réhabiliter dans un premier temps les laboratoires et centres de recherche spécialisés en nutrition pour leur permettre

<sup>27</sup> Etude de Diagnostic et Estimation des Besoins de Renforcement des Capacités Organisationnelles et Institutionnelles du Secteur de la Nutrition au Sénégal, Banque Mondiale, Décembre 2016



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

d'accueillir un nombre plus importants d'acteurs de la recherche et de mettre en place à terme un centre national de recherche sur la nutrition.

L'ambition affichée est aussi de développer des projets de recherche agricole centrés sur la nutrition et à fort impact. A ce titre, des interventions de recherche seront mises en œuvre pour contribuer à augmenter la disponibilité, l'utilisation et les effets des variétés bio fortifiées sur le statut en micronutriments (fer, vit A, iode, etc.) des populations. Ces interventions couvriront également des travaux de recherche sur la promotion des nutriments d'origine halieutique et l'installation d'une section bio fortification dans la banque de gènes de l'ISRA.

## 5 Axe 5 : Gouvernance de la nutrition

Le renforcement de la gouvernance du secteur de la nutrition constitue un préalable pour réussir la mise en œuvre du PSMN suivant l'approche multisectorielle. La gouvernance permet en effet de mettre en place les processus et cadres requis pour garantir la bonne coordination des interventions multisectorielles et le respect des principes de transparence, de reddition des comptes et de partage d'information entre les différentes parties prenantes.

Les interventions retenues sous cet axe se structurent autour de la coordination de la mise en œuvre du PSMN et du développement d'un cadre institutionnel et législatif favorable à l'atteinte des objectifs en matière de nutrition.

Le dispositif de gouvernance pour accompagner la mise en œuvre du PSMN sera articulé autour de plusieurs instances de pilotage. A cet effet ; une plateforme de coordination multi-acteurs sera opérationnalisée pour coordonner la politique de nutrition au Sénégal

Le cadre de gouvernance qui sera déployé pour accompagner la mise en œuvre du PSMN s'inscrira dans le format requis pour favoriser l'institutionnalisation et la prise en compte systématique de la nutrition dans les différentes politiques sectorielles et de développement socioéconomique au Sénégal. Il intégrera des instances dédiées pour appuyer la mobilisation des ressources, ainsi que la dissémination des informations et la capitalisation des bonnes pratiques dans l'ensemble des secteurs concernés.

Un dispositif de coordination adéquat sera mis en place pour permettre d'assurer un pilotage efficace de la mise en œuvre du PSMN, non seulement au niveau intersectoriel porté par le BEN de la CLM mais aussi aux niveaux intra - sectoriels en tirant parti des mécanismes opérationnels de gestion déjà en place dans les différents ministères concernés. Le dispositif de coordination s'appuiera au niveau opérationnel sur une définition claire des rôles et responsabilités de chacune des parties prenantes, le renforcement des cadres de concertation et d'échanges, d'actions et de suivi, notamment pour l'affermissement de l'esprit de responsabilité et la redevabilité des différents acteurs aux niveaux central, déconcentré et communautaire. Un Comité scientifique multisectoriel sera parallèlement mis en place pour assurer la prise en charge des questions de recherche, de formation et d'innovation sur la nutrition.



# Plans d'actions sectoriels : mise en œuvre du PSMN





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

La mise en œuvre du PSMN (2017-2021) se fera à travers l'exécution des 12 (douze) plans d'actions sectoriels (PAS). Annuellement chaque secteur va extraire de son PAS, les interventions à mener, les activités y afférentes, les indicateurs de performance ainsi que le budget nécessaire à leur réalisation. Ceci constituera pour le secteur son plan de travail annuel. Une synthèse du PAS de chaque secteur est ci-dessous décrite

## • Secteur privé

La nutrition aussi offre des opportunités pour le secteur privé. En effet, la disponibilité de nouveaux produits grâce à l'innovation, la production d'aliments nutritifs et à haute densité énergétique, la fortification des aliments en micronutriments (vitamines et minéraux essentiels) va permettre au secteur privé d'avoir une augmentation de parts de marché, l'augmentation de la productivité à travers une nutrition adéquate des enfants et des adultes. En matière de nutrition, le secteur privé est actuellement engagé dans la fortification des aliments de grande consommation. Le Sénégal a validé le cadre de coopération de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition depuis 2013. Ce cadre vise, entre autres objectifs, une meilleure implication du secteur privé dans le domaine de la nutrition.

Par ailleurs, la mobilisation de ressources financières, techniques et humaines à travers des partenariats publics privés et la responsabilité sociétale des entreprises (partenariats sur les TIC, fortification à grande échelle des aliments de forte consommation, création d'environnement favorable pour les femmes, alimentation dans le milieu du travail, alimentation scolaire ...) pourrait permettre au secteur privé de jouer un rôle beaucoup plus important dans l'amélioration du statut nutritionnel des populations sénégalaises.

## • Société civile

La société civile a joué un rôle primordial dans l'évolution de la situation nutritionnelle au Sénégal (mise en œuvre des programmes, plaidoyer, veille, alerte, production d'évidences). D'ailleurs, la plateforme SUN des organisations de la société civile mise en place est très opérationnelle. Elle est en train de mener des actions de communication et de plaidoyer impliquant l'ensemble des parties prenantes pour une augmentation du financement et une amélioration de la gouvernance.

## 1. Agriculture

Les interventions proposées par le secteur de l'agriculture contribuent à améliorer la production et la consommation d'aliments nutritifs nécessaires à une vie saine et active. Dans le cadre du PSMN, le secteur de l'agriculture est engagé au niveau des axes stratégiques « (i) renforcement de la disponibilité d'aliments diversifiés, sains et nutritifs et (ii) formation, recherche et Innovation. La mise en œuvre réussie du plan d'actions du secteur de l'agriculture contribuera à l'atteinte par le Sénégal, des objectifs stratégiques de réduction de la malnutrition chronique, de la malnutrition aigüe, du faible poids de naissance et des carences en micronutriments.

Les interventions et actions ciblées par le secteur (figure 1) ont trait à la fois au développement de projets de recherche agricole centrés sur la nutrition, au renforcement et à la diversification des







# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

filères horticoles (maraîchères et arboricoles), à l'amélioration de variétés de céréales et de légumineuses à haute valeur nutritive et à l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits agricoles. Cette promotion de la production agricole sera accompagnée d'une éducation nutritionnelle pour améliorer les connaissances et pratiques des ménages en vue d'une meilleure diversification du régime alimentaire.

Par ailleurs, le secteur de l'agriculture prendra davantage en compte les principes d'une 'agriculture sensible nutrition en contribuant à assurer l'accès et la disponibilité toute l'année d'aliments riches en nutriments, en favorisant les investissements ciblant les femmes à travers notamment le renforcement de leurs capacités en vue de leur autonomisation et l'augmentation des revenus issus de l'agriculture pour les producteurs.

Enfin, l'inscription d'objectifs et d'indicateurs nutritionnels explicites lors de la conception de politiques et projets agricoles constitue un élément clé dans le processus d'institutionnalisation de la nutrition dans le secteur.

Figure 8 : agriculture – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

AXES D'INTERVENTION	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
 <b>Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de la production et de la diversification des spéculations horticoles à haute valeur nutritive</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la mise en place d'activités arboricoles dans les ménages ;</li> <li>Appui à la mise en place d'activités maraîchères dans les ménages (jardins d'arrière cours) ;</li> <li>Appui à la mise en place de périmètres maraîchers communautaires ;</li> <li>Appui à la mise en place de périmètres arboricoles communautaires ;</li> <li>Extension du programme micro jardins.</li> </ul>
 <b>Lutte contre les carences en micronutriments</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la production des variétés de céréales et de légumineuses à haute valeur nutritive</li> <li>Développement de projets de recherche agricole centré sur la nutrition</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production de semences des céréales et légumineuses à haute valeur nutritive et/ou biofortifiées dans le programme agricole ;</li> <li>Renforcement des capacités du dispositif d'appui conseil sur les productions céréalières et légumineuses à haute valeur nutritive.</li> <li>Appui à l'installation d'une section bio fortification dans la banque de gènes de l'ISRA ;</li> <li>Production de semences de pré-base validées par la recherche.</li> </ul>
 <b>Gouvernance de la nutrition</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Institutionnalisation de la nutrition</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plaidoyer pour la systématisation de la prise en compte des objectifs et indicateurs agricoles pro-nutrition dans les politiques, programmes agricoles et plans de communication.</li> </ul>
 <b>Formation, recherche et innovation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la sécurité sanitaire des produits agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation et sensibilisation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles dans l'utilisation des engrais et des pesticides ;</li> <li>Renforcement du contrôle sanitaire des produits agricoles.</li> </ul>



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 9 : agriculture – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
Bac de microjardinage	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Jardin	1 200	2 400	6 500	9 100	6 500
Périmètres arboricoles et maraichers	44	70	140	150	130
Producteurs formés (utilisation des engrais et des pesticides)	400	6 000	10 500	10 500	10 500

## 2. Commerce

Dans le cadre du PSMN, la mise en œuvre réussie du plan d'actions du secteur du commerce va contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques de réduction de la malnutrition chronique, de la malnutrition aigüe, des carences en micronutriments, du surpoids et de l'obésité et d'une augmentation du taux d'AME. En effet, le rôle du secteur du commerce sera de favoriser une plus grande disponibilité des produits de grande consommation, de produits sains et nutritifs en garantissant une accessibilité géographique et financière en ciblant notamment les ménages vulnérables. Il s'agira également pour le secteur d'assurer une réglementation alignée aux priorités nutritionnelles du pays et de mettre à disposition des ressources pour assurer le respect des normes et l'application de la réglementation. Le secteur est ainsi engagé sur les axes stratégiques : (i) lutte contre les carences en micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A), (ii) Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs, (iii) formation, recherche et innovation, et prévention de la malnutrition et des maladies chroniques d'origine alimentaire.





Pour le volet relatif à la réglementation, au suivi et au contrôle, les interventions et actions proposées ciblent les produits enrichis en micronutriments notamment par la révision de la réglementation sur l'iodation du sel, le plaidoyer pour la détaxation de l'iodate de potassium, de la Vitamine A, de la vitamine B9, du fer et du zinc. Par ailleurs, le commerce va appuyer l'élaboration d'un projet de décret relatif à la commercialisation des substituts de lait maternel. Il s'agira ensuite de renforcer les ressources techniques et matérielles de contrôle et les capacités analytiques de la direction du commerce intérieur afin de mener les contrôles des aliments enrichis, du sel iodé et les substituts au lait maternel sur les sites de production et/ou les réseaux de distribution. Le contrôle du marketing des produits à teneur élevée en matières grasses, sucre et sel pour les enfants va se faire via une réglementation spécifique pour l'étiquetage de ces produits et l'élaboration et l'application d'une réglementation sur la publicité alimentaire.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Dans le cadre du renforcement de la disponibilité, le secteur du commerce va promouvoir un réseau de distribution en milieu rural en appuyant la création de réseaux de distribution et de vulgarisation des produits locaux notamment en milieu rural. Par ailleurs, le contrôle des prix et l'approvisionnement du marché en produits de première nécessité va se faire via la mise en place d'un système d'information (cartographie, prix et stocks) et l'appui au processus d'élaboration du projet de loi sur les pratiques commerciales, la mise en place de magasins de stockage pour les produits locaux mais également des plateformes de commercialisation.

Figure 10 : commerce – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
 Lutte contre les carences en micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A)	Renforcement et suivi de l'application de la réglementation relative aux produits enrichis en micronutriments	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des ressources des services de contrôle et de la DCI ;</li> <li>Analyses de la vitamine A, de la vitamine B9, du fer et de l'iode ;</li> <li>Contrôle des aliments enrichis (huiles et farines), du sel iodé, des substituts au lait maternel dans le réseau de distribution et les sites de production ;</li> <li>Formation des personnels de laboratoires sur le dosage des paramètres de la fortification</li> </ul>
 Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs	Promotion d'un réseau de distribution en milieu rural, franchise commerciale rétrofinancements	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projets de transformation des céréales locales (dans les régions ciblées) ;</li> <li>Création des réseaux de distribution de produits locaux en milieu rural ;</li> <li>Appui pour les conditions de mise en marché des denrées de première nécessité produites localement (magasin de stockage, plateforme de commercialisation).</li> </ul>
 Formation, Recherche et Innovation	Régulation des prix et approvisionnement en denrées de première nécessité  Renforcement et suivi de l'application de la réglementation relative aux produits enrichis en micronutriments  Renforcement et suivi de l'application de la réglementation relative aux produits enrichis en micronutriments	<ul style="list-style-type: none"> <li>Système d'information (cartographie, prix et stocks).</li> <li>Capacités analytiques du laboratoire national d'analyse et de contrôle ;</li> <li>Formation des agents chargés du contrôle sur la fortification et l'iodation ;</li> <li>Etudes pour l'incorporation du zinc dans un véhicule alimentaire approprié.</li> </ul>
 Gouvernance de la nutrition	Contrôle du marketing des produits à teneur élevée en matières grasses, sucre, sel pour les enfants  Régulation des prix et approvisionnement en denrées de première nécessité  Renforcement et suivi de l'application de la réglementation relative au code de commercialisation des substituts au Lait Maternel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Survi, coordination et l'évaluation des activités de contrôle ;</li> <li>Plaidoyer pour détaxer l'iodate de potassium, la vitamine A, la vitamine B9, le fer et le zinc ;</li> <li>Réforme de la réglementation sur l'iodation du sel.</li> <li>Réglementation spécifique sur l'étiquetage des aliments destinés aux enfants ;</li> <li>Renforcement de la régulation sur les publicités relatives aux aliments en forte teneur en matières grasses, sel et sucre destinés aux enfants ;</li> <li>Réglementation sur la publicité alimentaire de manière générale</li> <li>Processus d'élaboration du projet de loi sur les pratiques commerciales</li> <li>Elaboration d'un projet de Décret relatif à la commercialisation d'un substitut du lait maternel</li> <li>Vulgariser la réglementation sur les SLM</li> </ul>

## 3. Décentralisation & Collectivités locales

Le département de la décentralisation, les collectivités locales constituent actuellement un maillon essentiel dans la lutte contre la malnutrition. En effet les collectivités locales, de par leur proximité avec les communautés, sont la porte d'entrée de la plupart des interventions de nutrition. Elles assurent en qualité de maître d'ouvrage, la mise en œuvre et le suivi des projets de nutrition communautaire. Ce rôle central des collectivités locales sera renforcé dans le cadre du PSMN à travers une implication plus accrue dans les interventions sectorielles sensibles nutrition.






# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Les collectivités locales sont engagés au niveau des axes stratégiques suivants (i) prévention et prise en charge de la malnutrition et des MNT d'origine alimentaire, (ii) lutte contre les carences micronutriments et (iii) gouvernance de la nutrition.

Les interventions proposées dans le cadre du renforcement de la gouvernance et l'institutionnalisation de la nutrition vont porter sur le développement d'une planification et d'une budgétisation sensible nutrition au niveau territorial et la promotion et le renforcement des investissements en faveur de la nutrition au niveau communautaire. Ces actions se feront à travers le plaidoyer pour la révision de la nomenclature budgétaire en vue de l'intégration de la nutrition communautaire, le renforcement des capacités des élus sur la nutrition et l'élaboration et la diffusion de guides pour la planification et la budgétisation intégrant la nutrition. Le renforcement des investissements communautaires se matérialisera par le financement d'activités ciblant l'alimentation de la femme, de l'enfant (vivres de soudure, grenier de l'enfant, jardins d'arrière-cour...) l'hygiène et l'assainissement du milieu, la promotion des pratiques familiales essentielles et des activités de stimulation et d'éveil de l'enfant.

Figure 11 : décentralisation et collectivités locales – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
 Gouvernance de la nutrition	Coordination et suivi des interventions de nutrition communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'activités d'accompagnement des communes par l'AMS, l'UAEI, l'ADS, et le Haut-Conseil ;</li> <li>Mise en place et formalisation des cadres de concertation et de coordination ;</li> <li>Renforcement des capacités des élus sur le suivi des interventions de nutrition ;</li> <li>Conférence territoriale d'harmonisation de la nutrition.</li> </ul>
	Développement d'une planification et d'une budgétisation sensible nutrition au niveau territorial	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration des documents de planification participative ;</li> <li>Elaboration d'un guide pour l'intégration de la nutrition dans les documents de planification et de budgétisation des collectivités territoriales.</li> </ul>
	Révision du cadre légal et réglementaire de la décentralisation pour l'intégration de la nutrition communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Révision des textes existants sur la nomenclature budgétaire pour une intégration de la nutrition communautaire ;</li> <li>Activité de plaidoyer pour un ciblage prioritaire des ménages vulnérables.</li> </ul>
 Prévention et prise en charge des malnutritions	Promotion de l'allaitement maternel exclusif (AME) et de l'allaitement continu	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place de communautés et collectivités Amies des Bébé ;</li> <li>Mise en place d'unités d'allègement des travaux de la femme ;</li> <li>Organisation d'activités de mobilisation sociale.</li> </ul>
	Promotion et Développement d'activités de stimulation et d'éveil de la petite enfance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration des activités d'éveils dans le paquet d'activités des sites de nutrition communautaires ;</li> <li>Mise en place de garderies communautaires fonctionnelles.</li> </ul>
	Promotion et renforcement des investissements en faveur de la nutrition au niveau communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la mise en œuvre de l'Assainissement total piloté par la communauté ;</li> <li>Financement de micro-projets WASH</li> <li>Mise en place de garderies communautaires ;</li> <li>Réalisation d'adductions d'eau (AEP multi-villages, pour réduire les corvées liés à l'eau.</li> </ul>
 Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs	Renforcement du Suivi Promotion de la Croissance des enfants de 0-2 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enregistrement de tous les enfants à l'état civil dès la naissance ;</li> <li>Formalisation et mise en place des sites de nutrition communautaires identifiés.</li> </ul>
	Promotion d'une alimentation complémentaire (AC) adéquate	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de foires sur les produits alimentaires du terroir.</li> </ul>
	Supplémentation alimentaire pendant les périodes de soudure	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagnement de la mise en place de champs collectifs et de greniers communautaires.</li> </ul>



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Parmi les activités ciblées par le département de la décentralisation et les collectivités locales, les objectifs chiffrés sont ci-dessous détaillés et ciblent particulièrement les zones à forte prévalence de la malnutrition (figure 12).

Figure 12 : décentralisation et collectivités locales – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
Greniers et jardins communautaires	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Projets ATPC	300	300	300	300	300
Sites de nutrition communautaires appuyés	2 847	4 647	6 447	8 247	10 047
Micro-projets WASH financés	100	100	100	100	100
Unité d'allègement des travaux de la femme	1 161	336	300	100	100

## 4. Education

L'éducation est un levier important pour l'amélioration du statut nutritionnel des populations à travers la dissémination et l'adoption de pratiques favorables à une bonne nutrition dès la petite enfance. Aussi elle garantit aux cibles un bon niveau d'instruction favorisant des pratiques de soins adéquats pour les femmes et les enfants. Par ailleurs, elle permet de disposer d'une masse critique d'acteurs ayant des compétences en nutrition. Le secteur de l'éducation est engagé sur les axes stratégiques relatifs à: (i) lutte contre les carences en micronutriments, (ii) formation, recherche et innovation, (iii) prévention de la malnutrition et des MNT d'origine alimentaire.





Les interventions du secteur portent sur l'intégration de la nutrition dans les curricula des établissements de formation, la prise en compte de l'éducation nutritionnelle en milieu scolaire et autres espaces d'enseignement, la redynamisation des jardins scolaires dans le préscolaire, l'élémentaire et les « daara ». La redynamisation de l'éducation sportive à l'école et autres espaces d'enseignement et de formation en formant les enseignants aux pratiques physiques minimales pour lutter durablement contre la malnutrition par excès.

Par ailleurs, le renforcement des programmes d'alimentation et de nutrition en milieu scolaire sera un levier pour renforcer le statut nutritionnel des apprenants. Concernant la lutte contre l'anémie des activités de supplémentation en fer et acide folique seront menées pour les apprenants particulièrement les adolescentes.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 13 : éducation – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
 Prévention et prise en charge des malnutritions	Renforcement des programmes d'alimentation et de nutrition en milieu scolaire et autres espaces d'enseignement et de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer les standards pour les repas scolaires sains et nutritifs basés sur la valorisation des produits locaux ;</li> <li>Etendre la mise en place des champs communautaires et/ou autres AGR pour la pérennisation des cantines scolaires ;</li> <li>Etendre les cantines scolaires dans les établissements scolaires et autres espaces d'enseignement et de formation ;</li> <li>Mettre à l'échelle les systèmes d'achats locaux et en cash (bon d'achat) avec les petits producteurs pour l'approvisionnement des cantines scolaires.</li> </ul>
	Alphabétisation fonctionnelle des femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégrer dans le Programme National d'Education de Base des Jeunes et des Adultes (PNEBJA) les actions essentielles en nutrition ;</li> <li>Organiser des séances d'animation sur les actions essentielles en nutrition à travers les classes alpha.</li> </ul>
 Formation, Recherche et Innovation	Intégration de la nutrition dans les curricula des établissements de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la formation des formateurs et des IEF des établissements sur le module Nutrition ;</li> <li>Elaborer des supports de formation sur les actions essentielles en nutrition ;</li> <li>Elaborer un module de formation en nutrition.</li> </ul>
	Lutte contre la carence en iode en milieu scolaire et autres espaces d'enseignement et de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser des sessions de formation des enseignants et des maîtres coraniques sur l'utilisation du guide sur les micronutriments.</li> </ul>
	Redynamisation de l'éducation physique à l'école et autres espaces d'enseignement et de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Initier les enseignants aux pratiques physiques minimales.</li> </ul>
	Lutte contre l'anémie en milieu scolaire et autres espaces d'enseignement et de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réviser le document de politique santé-nutrition-environnement en vue d'intégrer les normes et protocoles en matière de nutrition.</li> </ul>
 Gouvernance de la nutrition	Renforcement des programmes d'alimentation et de nutrition	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre à jour le document de politique de cantine scolaire ;</li> <li>Mettre à jour le guide de mise en place et de gestion des cantines scolaires.</li> </ul>
	Lutte contre les carences en micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser des activités extra muros avec les apprenants pour la promotion de la consommation de sel iodé</li> </ul>
	Lutte contre la carence en iode en milieu scolaire et autres espaces d'enseignement et de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Supplémenter les adolescentes en fer et acide folique ;</li> <li>Supplémenter les apprenants en fer et acide folique.</li> </ul>
	Lutte contre l'anémie en milieu scolaire et autres espaces d'enseignement et de formation	

Parmi les activités ciblées par le secteur de l'Education, les objectifs chiffrés sont ci-dessous détaillés et ciblent particulièrement les zones à forte prévalence de la malnutrition (figure 14).



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 14 : éducation – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'enfants supplémentés en fer dans les cantines scolaires	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Structures DIPE appuyés	600	600	600	600	600
Nombre d'apprenants et d'adolescentes déparasitées	618 044	618 044	2 308 739	2 308 739	2 308 739
Nombre de champs communauaires ou autres AGR pour la pérennisation des cantines scolaires	321	321	321	321	321
Nombre de cantines scolaires déployées	6 419	6 419	6 419	6 419	6 419
Jardins scolaires redynamisés ou mis en place	110	220	440	880	1 760
Adolescentes supplémentées en fer et acide folique	206 015	206 015	769 580	769 580	769 580

## 5. Elevage

Les aliments d'origine animale, du fait de leur grande biodisponibilité en micronutriments et en tant que source importante de protéines jouent un rôle clé dans l'amélioration de l'état nutritionnel des populations. Ainsi, le secteur de l'élevage est engagé dans les axes stratégiques (i) renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs, (ii) lutte contre les carences en micronutriments et (iii) formation, recherche et innovation. Les interventions proposées par le secteur portent sur le renforcement des filières (aviculture, élevage des petits ruminants, élevage porcin...) le long de la chaîne de valeur. Ces efforts seront appuyés par l'éducation nutritionnelle pour favoriser l'autoconsommation au niveau des ménages. Par ailleurs, la formation et la recherche appuieront le développement des filières à travers la sélection de sujets de race. L'intégration de la nutrition dans les curricula de formation du secteur de l'élevage sera promue.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 15 : élevage – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs	Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité du lait et des produits laitiers toute l'année et sur tout le territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Achat et octroi de boucs géniteurs, de chèvres aux éleveurs</li> <li>Construction de magasins de stockage ;</li> <li>Mise en place et équipement de laiteries et d'étables ;</li> <li>Achat et distribution matériel de conservation et de transformation ;</li> <li>Achat et distribution matériel de transport.</li> </ul>
	Développement de l'aviculture familiale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de matériel de froid, de matériels et équipements ;</li> <li>Construction et équipements de poulaillers familiaux ;</li> <li>Construction et équipement d'unités d'abattage et de découpe.</li> </ul>
	Développement de l'élevage des petits ruminants	<ul style="list-style-type: none"> <li>Achat et octroi de brebis, de géniteurs ovins ;</li> <li>Construction d'aires d'abattage ;</li> <li>Construction de Bergeries/chèvreries améliorées et familiales.</li> </ul>
	Développement de l'apiculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>Équipement des apiculteurs en enfumoirs, en groupes électrogènes, en presse miels, en ruches et en tenues apicoles ;</li> <li>Mise en place d'unités d'extraction, de conditionnement des produits de la ruche.</li> </ul>
	Développement de l'Élevage porcine	<ul style="list-style-type: none"> <li>Achat et octroi de Porcs exotiques ;</li> <li>Construction d'aires d'abattage, de foirails et de porcheries ;</li> <li>Constructions de marchés de viande porcine.</li> </ul>
Formation, Recherche et Innovation	Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité du lait et des produits laitiers toute l'année et sur tout le territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation aux pratiques d'élevage appropriées ;</li> <li>Mise au point de formules alimentaires adaptées ;</li> <li>Formation en technique de complémentation alimentaire ;</li> <li>Formation sur les techniques et technologies de transformation du lait en produits à haute valeur ajoutée et en haute valeur nutritive ;</li> <li>Plaidoyer pour l'intégration de module sur la nutrition dans les curricula de formation.</li> </ul>

Parmi les activités ciblées par le secteur de l'Élevage, les objectifs chiffrés sont ci-dessous détaillés et ciblent particulièrement les zones à forte prévalence de la malnutrition (figure 16). Les activités ciblées par le secteur sont détaillées ci-dessous (Figure 15).

Figure 16 : élevage – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
Aires d'abattage construites	9	5	5	5	5
Bergeries/chèvreries améliorées construites	1 900	650	650	650	150
Bergeries/chèvreries familiales construites	500				
Brebis achetées et octroyées		6 750	1 500	1 500	1 500
Etables mises en places	21	20	20	20	20
Laiteries mises en place	8	5	5	5	5
Magasins de stockage construites	27	19	5	5	5
Poulaillers familiaux construites	1 150	1 110	650	402	150



## 6. Enseignement supérieur et Recherche

L'enseignement supérieur et la recherche joue un rôle clé pour améliorer l'offre en formation, les compétences nationales en nutrition. Il permet ainsi la réorientation et l'adaptation des évidences sur le plan international au contexte grâce aux résultats de la recherche.

Dans le cadre du PSMN, le secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est engagé dans (i) Formation, recherche et innovation, (ii) gouvernance de la nutrition et (iii) la prévention et la prise en charge de la malnutrition et des MNT d'origine alimentaire.

Les interventions proposées portent tout d'abord sur le renforcement de l'offre de formation en nutrition dans les établissements d'enseignement supérieur; l'intégration de la nutrition dans les curricula de formation, la révision des programmes de formation en nutrition existant, la création de nouvelles filières de formation en nutrition et diététique, la mise en place d'une offre de formation continue en nutrition au niveau des établissements d'enseignement supérieur. L'offre de recherche et d'innovation en nutrition sera renforcée à travers des projets prioritaires de recherche et d'innovation en nutrition et diététique qui vont permettre de comprendre les facteurs explicatifs de la situation nutritionnelle dans certaines régions du pays

Aussi un centre national de recherche/innovation en nutrition et une plateforme de coordination des actions de recherche en nutrition au Sénégal seront mis en place. La promotion de la pratique de l'éducation physique au niveau des EES à travers le renforcement des activités d'animation sportive et la sensibilisation sur le sport universitaire obligatoire.

Figure 17 : enseignement supérieur et recherche – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

Axes d'interventions	Interventions	Actions Phares
Formation, Recherche et Innovation	Renforcement de l'offre de formation en nutrition dans les établissements d'Enseignement Supérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner les EES dans le processus d'intégration de la nutrition dans leurs curricula de formation ;</li> <li>Créer de nouvelles filières de formation en nutrition et diététique ;</li> <li>Mettre en place au niveau des UASZ, UGB, UADD, Université de Thiès une offre de formation continue en nutrition (le learning et / ou présentiel) ;</li> <li>Mettre en place au niveau des EES (UCAD, ENTSS, UVS, ENDSS) une offre de formation continue en nutrition (le learning et / ou présentiel) ;</li> <li>Réaliser une étude diagnostique de l'offre de formation en nutrition dans l'enseignement supérieur au Sénégal ;</li> <li>Elaborer des référentiels de compétences, de formation et d'évaluation en nutrition.</li> </ul>
	Renforcement de l'offre de recherche et d'innovation en nutrition des acteurs et parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier, financer et mettre en œuvre les projets prioritaires de recherche et d'innovation en nutrition et diététique ;</li> <li>Mettre en place le centre national de recherche/innovation en nutrition ;</li> <li>Mettre en place une plateforme de coordination des actions de recherche en nutrition au Sénégal ;</li> <li>Réhabiliter les laboratoires et centres de recherche spécialisés en nutrition (ITA et UCAD).</li> </ul>
Gouvernance de la nutrition	Promotion des comportements favorables à (exercice physique, bonne alimentation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser sur l'intégration du sport universitaire obligatoire ;</li> <li>Elaborer le document de plaidoyer pour l'intégration de la nutrition dans les curricula de formation des filières cibles.</li> </ul>
Prévention et prise en charge des malnutritions	Promotion des comportements favorables à (exercice physique, bonne alimentation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer les Centres des œuvres Universitaires et les comités d'élèves dans le renforcement des activités d'animation sportive ;</li> <li>Elaborer et diffuser les guides pour promouvoir l'exercice physique et l'alimentation saine et équilibrée dans les EES ;</li> <li>Organiser une journée de promotion des bonnes pratiques de nutrition et de sensibilisation sur l'intérêt de la pratique du sport</li> </ul>



## 7. Environnement


Le secteur de l'environnement constitue un levier clé pour augmenter la résilience des ménages face aux changements climatiques et renforcer l'engagement du Sénégal dans la voie du développement durable. La politique de gestion des ressources naturelles mise en œuvre par le secteur permet d'adopter des comportements respectueux et protecteurs du cadre de vie des populations, mais également de mettre à profit les produits forestiers non ligneux à haute valeur nutritive pour améliorer leur statut nutritionnel. Le secteur de l'environnement est engagé, dans le cadre du PSMN au niveau de l'axe stratégique, renforcement de la disponibilité d'aliments diversifiés, sains et nutritifs. La mise en œuvre réussie du plan d'actions du secteur de l'environnement contribuera à l'atteinte des objectifs stratégiques suivants : (i) réduction de 20% la prévalence du retard de croissance, (ii) porter à moins de 5% la prévalence de la malnutrition aigüe, (iii) réduire de 25% la prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5ans et les femmes en âge de reproduction.

Les interventions du secteur portent en premier lieu sur le renforcement et la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) et la production halieutique. Le renforcement des PFNL se fera par l'appui à l'élevage domestique d'espèces de faune (Pintades sauvages, Canards sauvages, ...) pour garantir la disponibilité de protéines d'origine animale et la mise en œuvre des activités de reboisement (palmiers à huile, baobab, pommier du sahel, Moringa), l'introduction d'espèces forestières fruitières résilientes dans les zones à risques. L'aménagement et/ou la restauration des écosystèmes de mangrove pour accroître la production halieutique et de crustacées. Ensuite, le secteur compte renforcer la lutte contre la déforestation et la dégradation des terres à travers la lutte contre les feux de brousse et la mise en place de dispositifs antiérosifs pour la conservation et la récupération des terres agricoles salinisées en vue d'augmenter la production agro-sylvo-pastorale. Enfin, le secteur va mener des actions de prévention et de lutte contre les pollutions des eaux superficielles par le reboisement avec des végétaux purificateurs au niveau des périmètres maraichers ou jardins polyvalents.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 18 : environnement et développement durable – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

Axes d'interventions	Interventions	Actions Phares
 <p>Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs</p>	Action de prévention, de lutte contre les pollutions des eaux superficielles et souterraines	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mener des activités de sensibilisation et de prévention au niveau des zones industrielles, minières ;</li> <li>Réaliser les activités de reboisement avec des végétaux purificateurs (Moringa- sap-sap, tieppe....) au niveau des périmètres maraichers ou jardins polyvalents.</li> </ul>
	Lutte contre l'utilisation abusive des pesticides	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser les agriculteurs sur les impacts / dangers liés à l'utilisation des pesticides.</li> </ul>
	Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Récupérer les terres salées pour augmenter la production agrosylvopastorale ;</li> <li>Mettre en place des dispositifs antiérosifs (mécaniques et biologiques) pour la conservation et la récupération des terres agricoles ;</li> <li>Mettre en place des unités de biodigester domestique et communautaires pour lutter contre la déforestation.</li> </ul>
	Renforcer la production des produits forestiers non ligneux et la production halieutique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aménager et/ou restaurer les écosystèmes de mangrove pour accroître la production halieutique et de crustacés ;</li> <li>Appuyer l'élevage domestique d'espèces de faune (Pintades sauvages, cailies, francolins, Canards sauvages, etc ...) pour garantir la disponibilité de la protéine animale ;</li> <li>Mener des activités de reboisement (régénération naturelle assistée; plantation; mise en défense) et enrichissement pour renforcer la disponibilité des PFNL et des espèces à haute valeur nutritive (Palmiers à huile, baobab, pommier du sahel, Moringa, Jujubier, etc ...) dans le domaine protégé (zones de terroir).</li> </ul>
	Renforcer la résilience au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Introduire les espèces forestières fruitières résilientes dans les zones à risque.</li> </ul>
	Valorisation des produits forestiers non ligneux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place des plateformes pour accompagner les groupements féminins (GIE) dans la transformation, la conservation et la distribution des produits forestiers non ligneux.</li> </ul>

Parmi les activités ciblées par le secteur de l'Environnement, les objectifs chiffrés sont ci-dessous détaillés (figure 19).

Figure 19 : environnement et développement durable – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
Hectares de terres salées récupérées	60	60	60	60	60
Kilomètres de mangrove aménagées et/ou restaurées	200	200	240	280	280
Nombre de biodigester domestiques et communautaires	160	160	160	160	160
nombre d'espèces de faunes - Elevage domestique	3 200	3 200	2 400	2 400	2 000
Pieds d'arbres reboisés	216 250	232 250	240 300	256 300	256 300



## 8. Famille & Protection sociale

Le secteur de la famille et de la protection sociale joue un rôle important dans l'appui aux ménages affectés par une vulnérabilité économique et/ou nutritionnelle en mettant en place des filets sociaux lors des chocs pour protéger les revenus des ménages vulnérables, la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire. Il permet également de faire bénéficier à ces ménages de revenus leur permettant l'accès aux services de santé et d'éducation. Par ailleurs, les actions de protection sociale ciblant les femmes renforcent leur autonomisation. Le secteur est engagé dans le cadre du PSMN sur les axes stratégiques: (i) prévention et prise en charge de la malnutrition et des MNT d'origine alimentaire, (ii) renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs. La mise en œuvre réussie du plan d'actions du secteur contribuera à l'atteinte des objectifs stratégiques de réduction du retard de croissance, de réduction de la malnutrition aigüe, de réduction de l'anémie et des autres carences en micronutriments et la promotion de l'allaitement maternel exclusif.




Les interventions et actions proposées par le secteur portent tout d'abord sur l'autonomisation socio-économique des femmes (activités génératrices de revenus (AGR), crèches et garderies communautaires, bourses économiques...)

*Par ailleurs, le secteur va s'appuyer sur les programmes d'assurance agricole pour renforcer la résilience des ménages vulnérables. Enfin, les activités de développement de la petite enfance seront renforcées et mis à l'échelle dans les structures de développement intégré de la petite enfance (DIPE).*



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 20 : famille et protection sociale – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

Axes d'interventions	Interventions	Actions Phares
 Prévention et prise en charge des malnutritions	Autonomisation socio-économique des femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construire et équiper des crèches pour les enfants de 0 à 5 ans ;</li> <li>Construire et équiper des garderies communautaires pour les enfants de 0 à 6 ans ;</li> <li>Mettre en place de lignes de crédit pour les femmes (Activités Génératrices de Revenus) ;</li> <li>Octroyer des bourses économiques aux ménages vulnérables ;</li> <li>Octroyer des matériels d'allègement aux Organisations de femmes (OF) ;</li> <li>Financer les activités génératrices de revenus pour les conseillères familiales.</li> </ul>
	Renforcement des activités de développement de la petite enfance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Doter les structures DIPE, les ADPC en balances, en boîtes à images ;</li> <li>Installer des tables de micro-jardinage dans les structures DIPE ;</li> <li>Mener des actions de suivi promotion de la croissance (SPC) dans les structures DIPE ;</li> <li>Mettre en place d'espaces d'éveil et de stimulation fonctionnels des enfants de 0 à 3 ans dans les structures DIPE ;</li> <li>Renforcer les capacités des personnels d'encadrement et d'éducation des structures DIPE aux pratiques d'éveil et de stimulation pour les enfants de 0 à 3 ans.</li> </ul>
	Renforcement de la protection des groupes vulnérables à travers des filets sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Doter de bons d'achat alimentaire des familles vulnérables avec enfants malnutris de moins de 5 ans dans les zones de fortes prévalence de la malnutrition ;</li> <li>Mettre en place de cash transfert pour les femmes enceintes et/ou allaitantes vivant dans les ménages vulnérables.</li> </ul>
 Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs	Renforcement des activités de développement de la petite enfance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place un programme de cash transfert pour les mères d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère dans les ménages pauvres ;</li> <li>Renforcer de la résilience des ménages vulnérables à travers l'assurance agricole</li> <li>Mettre en place des cantines dans les structures DIPE ;</li> <li>Distribuer des kits d'appui aux Daaras ciblés (enfants 0 à 5 ans qui sont malnutris).</li> </ul>
	Autonomisation socio-économique des femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Former des femmes en techniques de fortification des produits alimentaires locaux, en techniques de transformation des produits alimentaires locaux, en leadership (Négociation, ...)</li> <li>Former en nutrition les femmes des ménages bénéficiaires des bourses économiques.</li> </ul>
 Formation, Recherche et Innovation	Renforcement des activités de développement de la petite enfance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Former en nutrition les encadreurs, éducateurs et personnel communautaires de la petite enfance ;</li> <li>Former le personnel des structures DIPE dans la prise en charge de la nutrition et dans les stratégies d'enseignement et d'apprentissage ;</li> <li>Réaliser une étude permettant d'estimer le nombre d'enfants de moins de 5 ans dans les Daaras.</li> </ul>

Parmi les activités ciblées par le secteur de la famille et protection sociale, les objectifs chiffrés sont ci-dessous détaillés (figure 21).

Figure 21 : famille et protection sociale – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
Structures DIPE appuyées	201	201	201	201	334
Familles vulnérables bénéficiaires de bons d'achat	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Crèches construites et équipées pour les enfants de 0-6 ans	14	14	14	14	14
Construire et équiper des crèches pour les enfants de 0 à 6 ans	14	14	14	14	14
Daaras bénéficiaires de kits d'appui	2 250	2 250	2 250	2 250	2 250
Distribuer des kits d'appui aux Daaras ciblés (enfants 0 à 5 ans qui sont malnutris)	2 250	2 250	2 250	2 250	2 250
Femmes enceintes ou allaitantes bénéficiaires de cash transfert	37 000	37 000	37 000	37 000	37 000
Garderies communautaires construites et équipées	45	45	45	45	45
GIE de femmes financés	45	45	45	45	45
Bourses économiques - Ménages vulnérables bénéficiaires	19 500	19 500	19 500	19 500	19 500
Unités d'allègement de travaux aux OF	70	110	110	110	110




## 9. Hydraulique et assainissement

Le secteur de l'hydraulique et de l'assainissement, à travers l'accès à l'eau potable, l'assainissement amélioré et la promotion de bonnes pratiques d'hygiène contribue à la prévention et la réduction de la malnutrition aigüe et du retard de croissance. Ainsi, le secteur est pleinement engagé sur l'axe stratégique : prévention et prise en charge de la malnutrition et des MNT d'origine alimentaire.

Les interventions et actions proposées par le secteur concernent le renforcement de l'accès à l'eau potable en milieu rural et urbain par la réalisation de branchements particuliers, de châteaux d'eau, de forage, de réseaux d'adduction en eau potable (AEP), de réservoirs au sol et d'unités de potabilisation. Ensuite, le secteur va renforcer l'accès des communautés à l'assainissement en étendant les réseaux d'assainissement, en réalisant les branchements domiciliaires, des stations de pompage, d'épuration et de traitement des boues de vidange. Aussi le secteur va renforcer la responsabilisation de la communauté à travers l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) et la promotion des actions essentielles en hygiène (AEH).

Figure 22 : hydraulique et Assainissement – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

Axes d'interventions	Interventions	Actions Phares
	Amélioration de l'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer la mise en place d'un système adéquat de tarification de l'eau ;</li> <li>Fournir et installer des matériels d'exhaure pour l'accès à l'eau potable ;</li> <li>Mettre en place des transferts d'eau potable ;</li> <li>Réaliser des branchements particuliers au niveau des ménages en milieu rural pour l'accès à l'eau potable</li> <li>Réaliser des branchements particuliers au niveau des ménages en milieu urbain pour l'accès à l'eau potable ;</li> <li>Réaliser des châteaux d'eau ;</li> <li>Réaliser des forages et forages marteau fond de trou ;</li> <li>Réaliser des réseaux d'Adduction en Eau Potable (AEP) en milieu rural et urbain ;</li> <li>Réaliser des réservoirs au sol ;</li> <li>Réaliser des unités de potabilisation.</li> </ul>
 <p>Prévention et prise en charge des malnutritions (chronique, aigüe, surpoids, obésité) et des maladies non transmissibles d'origine alimentaire</p>	Amélioration de la qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à la mise en place d'un dispositif de normalisation ;</li> <li>Equipements des structures en matériels de suivi (préleveur, kit de mesure, clef, sonde, matériel d'échantillonnage, matériel de télédétection...)</li> <li>Formation des acteurs sur le suivi de la qualité</li> <li>Installer des pompes doseuses par chloration pour le traitement bactériologique des forages ;</li> <li>Réaliser des stations de déferrisation</li> <li>Mettre en place un système de suivi et de protection de la qualité ;</li> <li>Réaliser des stations de défluorurations.</li> </ul>
	Amélioration de l'accès à l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étendre les réseaux d'assainissement ;</li> <li>Promouvoir l'approche Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) ;</li> <li>Réaliser des branchements domiciliaires pour l'accès à l'assainissement</li> <li>Réaliser des édifices publics (toilettes publiques, ...)</li> <li>Réaliser des ouvrages individuels améliorés (latrines,....)</li> <li>Réaliser des stations de pompage</li> <li>Réaliser des stations de traitement de boues de vidange ;</li> <li>Réaliser des stations d'épuration</li> </ul>
	Promotion des actions essentielles en hygiène (AEH)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Célébrer la journée des toilettes ;</li> <li>Distribuer des kits WASH dans les FARN et les UREN CREN ;</li> <li>Former les agents d'hygiène sur le WASH Nut ;</li> <li>Former les relais communautaires et autres acteurs sur les bonnes pratiques d'hygiène ;</li> <li>Sensibiliser sur les bonnes pratiques d'hygiène par des causeries dans les foyers d'amélioration et de récupération nutritionnelle (FARN) ;</li> <li>Sensibiliser sur les bonnes pratiques d'hygiène par des causeries dans les structures de santé (UREN CREN) ;</li> <li>Sensibiliser sur les bonnes pratiques d'hygiène par des visites à domicile.</li> </ul>



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Parmi les activités ciblées par le secteur de l'hydraulique et de l'assainissement, les objectifs chiffrés sont ci-dessous détaillés (figure 23).

Figure 23 : hydraulique et Assainissement – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
branchements domiciliaires pour l'accès à l'assainissement	3 183	3 183	3 183	-	-
branchements particuliers (urbain et rural) - Accès à l'eau potable	65 300	38 300	35 000	35 000	-
causerie sur les bonnes pratiques d'hygiène	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000
châteaux d'eau	303	33	-	-	-
édicule public (toilettes publiques, ...)	220	178	164	-	-
forage et Forage marteau fond de trou	322	-	-	-	-
kilometre de réseau d'assainissement	77	75	34	25	-
kilometre linéaire (kl) d'AEP en milieu rural et milieu urbain	1 575	165	-	-	-
latrine - ouvrages individuels améliorés (latrines,....)	16 502	15 250	14 100	-	-
station de pompage	21	7	2	2	-
villages - projet ATPC	500	500	500	500	500

## 10. Industrie

Le secteur de l'Industrie intervient dans l'amélioration du statut nutritionnel des populations à travers la transformation des produits agricoles, halieutiques et d'origine animale qui garantit leur conservation sur une longue période tout en maintenant leur valeur nutritive, la transformation agroalimentaire, la normalisation et l'assurance qualité des produits alimentaires. Le secteur s'est ainsi engagé dans les axes stratégiques (i) lutte contre les carences en micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A), (ii) renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs, (iii) formation, Recherche et Innovation et (iv) gouvernance de la nutrition.

Les interventions et actions proposées par le secteur ont trait à l'enrichissement des aliments en micronutriments à l'échelle industrielle. L'appui à la production de sel iodé à travers la mise en place d'une PMI de production de sel raffiné et iodé. Ensuite, le secteur va appuyer la production locale d'aliments thérapeutiques et d'aliments de suppléments prêts à travers la mise en place d'une unité de production d'aliments thérapeutiques et de supplément.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 24 : industrie – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
Lutte contre les carences en micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A)	Enrichissement des aliments en micronutriments à l'échelle industrielle et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner les producteurs au respect des normes de production de sel iodé à Kaolack ;</li> <li>Faire une étude analytique de la stabilité du taux normatif du fer et de l'acide folique dans le pain.</li> </ul>
	Transformation, valorisation, et promotion des produits locaux à haute valeur nutritive	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser une étude de faisabilité de la mise en place d'une PMI pilote de production de farine infantile enrichie et instantanée.</li> </ul>
Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs	Enrichissement des aliments en micronutriments à l'échelle industrielle et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer la mise en place d'une PMI de production de sel raffiné et iodé ;</li> <li>Tester et mettre en place la fabrication de modèle d'unités d'iodation adaptées au contexte local</li> </ul>
	Production locale d'aliments thérapeutiques et d'aliments de suppléments prêts à l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer la mise en place d'au moins une unité de production d'aliments thérapeutiques et de supplément.</li> </ul>
	Transformation, valorisation, et promotion des produits locaux à haute valeur nutritive	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer la mise en place d'une PMI de production de farine infantile enrichie et instantanée.</li> </ul>
Gouvernance de la nutrition	Enrichissement des aliments en micronutriments à l'échelle industrielle et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner les GIE producteur de sel dans la mise en place d'une démarche qualité simplifiée ;</li> <li>Accompagner les industriels dans la mise en place d'une démarche qualité ;</li> <li>Accompagner les producteurs au respect des normes de production de sel iodé ;</li> <li>Accompagner les unités de productions pour l'obtention de la marque de conformité NS ;</li> <li>Elaborer des normes pour les farines infantiles enrichies en micronutriments ;</li> <li>Réviser la norme sur la farine de blé tendre pour l'introduction du zinc.</li> </ul>
	Enrichissement des aliments en micronutriments à l'échelle industrielle et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etude de faisabilité de la mise en place de deux PMI de fabrication de sel iodé raffiné (Kaolack, Fatick) ;</li> <li>Former les producteurs au protocole de contrôle qualité interne des aliments enrichis en micronutriments ;</li> <li>Formation des formateurs sur l'iodation du sel .</li> </ul>
Formation, Recherche et Innovation	Transformation, valorisation, et promotion des produits locaux à haute valeur nutritive	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer / Adapter les normes sur les ATPE et ASPE ;</li> <li>Former les organisations de producteurs aux bonnes pratiques de transformations des aliments à haute valeur nutritive et sur le marketing.</li> </ul>

## 11. Pêche



Les produits halieutiques constituent une source adéquate et durable de nutriments (protéines, acides gras essentiels, fer, iode, zinc). Leur promotion et consommation notamment par la mise à l'échelle de l'aquaculture permettent d'améliorer la qualité du régime alimentaire et de réduire les carences en micronutriments. Le secteur est donc engagé sur les axes stratégiques (i) renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs et (ii) formation, recherche et innovation.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Les interventions et actions proposées pour le renforcement de la disponibilité des produits halieutiques passent par le développement de la pêche continentale, le développement de l'aquaculture et l'amélioration de la transformation artisanale des produits halieutiques. Par ailleurs, la gestion durable des ressources halieutiques, nécessaire pour la durabilité des activités, se fera par une sensibilisation des pêcheurs à une pratique responsable, à l'immersion de récifs artificiels et la gestion des périodes de repos biologique. Enfin, le renforcement de la sécurité sanitaire des produits halieutiques et aquacoles se fera à travers un contrôle sanitaire périodique des sites agréés et l'aménagement des quais de débarquement et des sites de transformation artisanale.

Figure 25 : pêche – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
 Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs	Amélioration de la transformation artisanale des produits halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Doter d'équipements de production (claires de séchage fours de braisage, bacs ...)</li> <li>• Intégrer dans les curricula de formation des écoles de pêche des modules de nutrition et de valorisation accrue des produits halieutiques ;</li> <li>• Renforcer les capacités des femmes sur les bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène</li> </ul>
	Développement de la pêche continentale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construire des digues de retenues d'eau ;</li> <li>• Draguer et reprofler les mares ;</li> <li>• Empoisonner les zones de production naturelle en milieu continental ;</li> <li>• Installer des complexes frigorifiques ;</li> <li>• Réhabiliter des complexes frigorifiques.</li> </ul>
 Formation, Recherche et Innovation	Développement de l'aquaculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer le suivi des activités de production aquacole mises en place ;</li> <li>• Construire des fermes d'algoculture comestibles ;</li> <li>• Construire des fermes de bassins liner ;</li> <li>• Construire des fermes en cages flottantes ;</li> <li>• Construire des parcs ostréicoles ;</li> <li>• Construire des fermes en étangs ;</li> <li>• Mener des actions de formations accompagnées de visites de terrains et de travaux de pratiques (confection de cages, gestion d'élevages et fabrication d'aliment local de poissons, de biosécurité et de bonnes pratiques).</li> </ul>
	Gestion Durable des ressources halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Former les acteurs pour une pêche responsable ;</li> <li>• Immerger des récifs artificiels pour la reconstitution des habitats ;</li> <li>• Mener des activités de fermeture temporelle de zone de reproduction et de nurserie ;</li> <li>• Sensibiliser les acteurs pour une pêche responsable.</li> </ul>
	Renforcement de la sécurité sanitaire des produits halieutiques et aquacoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménager des quais de débarquement ;</li> <li>• Aménager les sites de transformation artisanale ;</li> <li>• Assurer le contrôle sanitaire périodique des sites agréés.</li> </ul>
	Recherche et Développement sur les nutriments d'origine halieutique.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaborer un programme de recherche sur les algues (identification et domestication des espèces d'algues comestibles) ;</li> <li>• Elaborer un programme de recherche développement pour l'identification des micronutriments dans les produits halieutiques.</li> </ul>

Parmi les activités ciblées par le secteur de la pêche, les objectifs chiffrés sont ci-dessous détaillés (figure 26).



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 26 : pêche – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
fermes en bassin liner - aquaculture	3	9	9	6	-
fermes en cage flottante - aquaculture	-	5	5	-	-
complexes frigorifiques réhabilités ou installés	12	5	2	-	-
fermes en étang - aquaculture	-	25	25	25	-
unités d'équipements de production (claires de séchage fours de braisage, bacs ...)	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
parcs ostréicoles	-	9	9	9	-
récifs artificiels	45	60	75	50	50

## 12. Santé

L'état de santé a un impact direct sur l'état nutritionnel des individus car la maladie constitue une des causes de la malnutrition et une nutrition inadéquate est source de maladie. Le secteur de la santé est donc engagé sur les axes stratégiques (i) prévention et prise en charge de la malnutrition et des maladies non transmissibles d'origine alimentaire, (ii) lutte contre les carences en micronutriments, (iii) formation, recherche et innovation et (iv) gouvernance de la nutrition. Ainsi, le secteur contribuera à l'atteinte des objectifs stratégiques de : réduction de la malnutrition chronique, réduction de la malnutrition aiguë, réduction des carences en micronutriments, augmentation du taux d'AME.


Les actions du secteur de la santé vont s'inscrire dans la fenêtre d'opportunité des 1000 premiers jours avec des actions ciblant prioritairement les femmes enceintes, allaitantes, les enfants de 0-23 mois. Les interventions seront étendues aux enfants de moins de 5 ans.

Le renforcement des capacités des services de santé en équipements et en infrastructures permettra aux cibles de bénéficier de services directs et sensibles nutrition adéquats. Pour les groupes spécifiques (personnes âgées...) des interventions ciblant l'amélioration de leur état nutritionnel seront promues. Par ailleurs, des interventions seront mis en œuvre pour améliorer la prévention et la prise en charge des maladies non transmissibles (MNT) d'origine alimentaire (diabète, HTA, maladies cardiovasculaires, maladie rénale chronique...). Des subventions seront instituées pour améliorer l'accessibilité aux médicaments contre les MNT. Les structures et dispositifs de prise en charge de ces MNT seront aussi renforcés aux plans des Ressources Humaines et des équipements indispensables.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 27 : santé – Aperçu des actions phares à mettre en œuvre dans le cadre du PSMN

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
 Prévention et prise en charge des malnutritions	Planification familiale (espacement des naissances)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apporter un appui dans la construction et en logistiques et la réhabilitation PRA (pharmacies régionales d'approvisionnement) dans le cadre de la mise en œuvre et l'extension de la nouvelle stratégie de distribution de médicaments "Jegesina" et "yegesi na".</li> </ul>
	Prévention et prise en charge des maladies non transmissibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Doter les salles d'éducation thérapeutique diététique en personnel adéquat pour la sensibilisation nutritionnelle pour chaque MNT ;</li> <li>• Maintenir la subvention sur l'insuline pour le diabète de type 1 ;</li> <li>• Mettre en place des outils d'éducation thérapeutique diététique.</li> </ul>
	Prévention de la malnutrition aigüe	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribuer des suppléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition aigüe chez les femmes enceintes et allaitantes vivant dans les ménages vulnérables durant la période de soudure.</li> </ul>
	Prévention de la malnutrition chronique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribuer des suppléments nutritionnels aux femmes enceintes et allaitantes pour la prévention de la malnutrition chronique ;</li> <li>• Elaborer une stratégie pour la supplémentation en iode des femmes enceintes et des FAR (recherches opérationnelles et formulation des normes) ;</li> <li>• Renforcer les activités de suivi-promotion de la croissance dans les structures de santé ;</li> <li>• Supplémenter en fer des adolescentes 10-19ans ;</li> <li>• Traiter les enfants souffrant de faible poids à la naissance.</li> </ul>
	Prévention du surpoids et de l'obésité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des "daaras amis de la nutrition" et des "écoles amies de la nutrition" pour la promotion d'une alimentation saine et équilibrée</li> </ul>
	Prévention et prise en charge du paludisme, IRA, diarrhée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la disponibilité permanente dans les structures concernées en ACT pour la prise en charge du paludisme, de SRO/Zinc pour la prise en charge des Diarrhées, de TDR pour la prise en charge du paludisme, en amoxicilline pour la prise en charge des IRA ;</li> <li>• Doter les structures de prise en charge en équipements indispensables pour la prise en charge du paludisme, IRA, diarrhée ;</li> <li>• Mettre à l'échelle les initiatives communautaires de prévention et de prise en charge intégrée du paludisme, des IRA et de la diarrhée.</li> </ul>
	Renforcement du Système d'information de collecte sur la situation nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer le dispositif de surveillance nutritionnelles à travers les sites sentinelles (extension et appui à la fonctionnalité).</li> </ul>
	Traitement de la malnutrition aigüe	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépister les cas de malnutrition chez les enfants de 6-59 mois à travers les systèmes de routines (stratégie intégrée, avancée, mobile) ;</li> <li>• Dépister les cas de malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes à travers les systèmes de routine</li> <li>• Développer et mettre en œuvre un plan de contingence pour répondre aux situations d'urgence ;</li> <li>• Elaborer un protocole de prise en charge pour les groupes spécifiques (femmes enceintes et allaitantes, personnes du 3ème âge) ;</li> <li>• Renforcer le dispositif de prise en charge de la malnutrition aigüe au niveau des structures et des cases de santé (ressources humaines et équipements) ;</li> <li>• Traiter la MAM, la MAS et la MAS avec complication chez les enfants âgés de 6-59 mois ;</li> <li>• Traiter la MAM chez les femmes enceintes et allaitantes.</li> </ul>



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
Lutte contre les carences en micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A)	Fortification des aliments à domicile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer l'approvisionnement des sites en poudre de micronutriments pour la fortification à domicile 6-23 mois.</li> </ul>
	Supplémentation en Vit A	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer le passage à l'échelle de la routinisation de la supplémentation en vitamine A des enfants 6-59 mois à l'échelle District et à l'échelle région.</li> </ul>
Formation, Recherche et Innovation	Déparasitage des enfants 12-59 mois	<ul style="list-style-type: none"> <li>Former les acteurs communautaires et les prestataires sur le déparasitage des enfants de 12-59 mois.</li> </ul>
	Fortification des aliments à domicile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des acteurs communautaires et des prestataires de santé sur la conduite de la fortification à domicile.</li> </ul>
	Planification familiale (espacement des naissances)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Former les prestataires sur la technologie contraceptive.</li> </ul>
	Prévention et prise en charge des maladies non transmissibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Former les prestataires sur la prévention et la prise en charge nutritionnelle des MNT.</li> </ul>
	Prévention et prise en charge du paludisme, IRA, diarrhée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des prestataires sur la prévention et la prise en charge de qualité du paludisme, IRA, diarrhée.</li> </ul>
	Prévention et prise en charge nutritionnelles de la tuberculose et du VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des prestataires sur la prévention et la prise en charge de qualité de la TB et VIH/SIDA.</li> </ul>
	Promotion de l'ANJE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des acteurs communautaires et des prestataires de santé sur la conduite de l'allaitement maternel de l'alimentation complémentaire adéquat.</li> </ul>
	Traitement de la malnutrition aigue	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des prestataires de services (santé et communautaire) sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aigue.</li> </ul>

AXES D'INTERVENTIONS	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
Gouvernance de la nutrition	Prévention du surpoids et de l'obésité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire des plaidoyers auprès des autorités pour la réglementation de l'industrie alimentaire.</li> </ul>
	Promotion de l'ANJE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un comité ANJE régional pour le plaidoyer et le suivi des actions en faveur de l'allaitement maternel ;</li> <li>Créer un comité national ANJE intégrant le COSAM et le comité ARCH pour le plaidoyer et le suivi des actions en faveur de l'allaitement maternel ;</li> <li>Labelliser 50% des centres de santé en "Centres de Santé Amis des Bébé" (formation).</li> </ul>
	Promotion de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le dispositif réglementaire et normatif en matière de contrôle des aliments ;</li> <li>Inventorier, transcrire et vulgariser les normes Codex surtout dans le domaine de la nutrition, des aliments diététiques, de régimes et des aliments pour nourrissons et enfants de bas âge ;</li> <li>Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication pour sensibiliser les acteurs sur les pratiques adaptées aux prescriptions du CODEX dans le domaine de l'hygiène alimentaire.</li> </ul>
	Renforcement du Système d'information de collecte sur la situation nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer le système de collecte de données de routine à travers l'organisation de revue et la plateforme DHIS 2 ;</li> <li>Conduire des enquêtes SMART à l'échelle nationale.</li> </ul>
	Supplémentation en zinc et prise en charge par le SRO/Zn	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre le plan de communication sur la prise en charge de la Diarrhée par SRO/Zinc</li> </ul>

Parmi les activités ciblées par le secteur de la santé, les objectifs chiffrés sont ci-dessous détaillés (figure 28).



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Figure 28 : santé – Exemples d'objectifs du secteur dans la mise en œuvre des activités

	OBJECTIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS À L'HORIZON 2021				
	2017	2018	2019	2020	2021
adolescentes supplémentées en fer	1 664 986	1 664 986	1 664 986	1 664 986	1 664 986
centre de santé labellisés "Amis des bébés"	27	27	-	-	-
écoles labellisées "amies de la nutrition"	30	90	120	200	300
cas de MAM traités chez les enfants âgés de 6-59 mois	64 312	64 312	51 449	36 015	18 007
cas de MAS avec complications traités chez les enfants âgés de 6-59 mois	8 603	8 603	6 022	3 011	903
cas de MAS traités chez les enfants âgés de 6-59 mois	77 423	77 423	80 004	83 015	85 123
nombre d'enfants déparasités (routinisation)	2 257 939	2 327 453	2 390 294	2 454 832	2 521 113
femmes enceintes et allaitantes supplémentés	51 491	51 491	12 258	12 258	12 258
cas de MAM traités chez les femmes enceintes et allaitantes	59 200	59 200	47 360	33 152	16 576
salles équipées pour l'éducation thérapeutique diététique	200	-	-	-	-

## 13. Cadre institutionnel de mise en œuvre

L'atteinte des objectifs du PSMN à travers les cinq axes d'intervention sera mise en œuvre à travers les plans d'actions des 12 secteurs. Pour assurer de façon effective une bonne mise en œuvre du PSMN, les différents secteurs et les organes de suivi existants, ayant chacun un mandat spécifique, seront renforcés au niveau stratégique, régional et opérationnel. Ils seront chargés d'assurer le suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre, de l'évaluation des résultats à différents niveaux.

La Cellule de Lutte contre la Malnutrition, présidée par le Directeur de cabinet du Premier Ministre, aura pour mission :

- d'assurer le suivi de la mise en œuvre des axes d'interventions du PSMN ;
- de veiller à l'alignement des partenaires par rapport aux objectifs stratégiques retenues dans le PSMN ;
- de mesurer le niveau d'atteinte des indicateurs de performance ;
- de mener les concertations avec les secteurs et les partenaires techniques et financiers lors des réunions de revue sectorielle annuelle et ;
- d'orienter la prise de décisions stratégiques et surtout l'harmonisation avec les lignes d'action du Gouvernement en matière de nutrition.
- d'informer régulièrement le gouvernement sur la situation nutritionnelle et les actions sectorielles en faveur de la nutrition



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Les Ministères sectoriels sont chargés à partir de leurs politiques sectorielles et documents de planification pluriannuelle des dépenses et domaines respectifs de :

- élaborer des plans d'activités annuels pour la nutrition issus de leur PAS ;
- mettre en œuvre les interventions retenues dans le PAS et à haut impact sur la nutrition ;
- assurer l'assistance technique dans le cadre de la mise en œuvre des activités relevant de leurs domaines respectifs au niveau communautaire et ;
- veiller à la coordination et au suivi des interventions au niveau opérationnel par leurs services déconcentrés.

La structure en charge de la planification assure la coordination technique et financière de la mise en œuvre du Plan d'actions du secteur. Dans le cadre de la redevabilité, les ministères sectoriels sont amenés à rendre compte de leurs interventions et activités à tous les niveaux (stratégique, au sein de leur secteur, au niveau opérationnel) afin de permettre la circulation et le partage de l'information. Afin de réaliser leurs activités retenues, les secteurs bénéficient de fonds alloués par l'Etat, mais aussi du soutien direct ou indirect des partenaires techniques et financiers.

BROUILLON



# Communication et plaidoyer





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-

2021

La communication dans le cadre du PSMN sera transversale et prendra en compte tous les niveaux de mise en œuvre du PSMN et tous les secteurs parties prenantes du PSMN. Ainsi, la communication va tenir compte des spécificités de chaque secteur, de ses besoins en matière de communication et ce, en rapport avec ses mandats.

La communication dans le cadre du PSMN définira les axes de communication relevant des parties prenantes du niveau stratégique et de celui des acteurs du niveau opérationnel. Elle va s'articuler autour de trois axes principaux :

- le plaidoyer pour influencer les politiques publiques et positionner le PSMN parmi les documents cadre de référence du pays ;
- la communication institutionnelle pour accompagner la multisectorialité et favoriser l'institutionnalisation de la nutrition au sein des secteurs et ;
- la communication pour le Changement social et de Comportement, pour accompagner l'éducation nutritionnelle visant la promotion de comportements favorables à une bonne nutrition.

Les actions de plaidoyer seront également orientées vers le renforcement du cadre réglementaire pour l'aligner davantage aux exigences d'atteinte des objectifs de nutrition à court, moyen et long termes. Elle sera mise en œuvre au niveau stratégique à travers la CLM et les secteurs concernés, et au niveau opérationnel à travers le dispositif d'intervention pour la nutrition au niveau décentralisé.

Il s'agira en outre, de renforcer la visibilité de la nutrition à travers la CLM en sa qualité de structure chargée du suivi et de la coordination de la PNDN. Les réalisations majeures dans le domaine de la nutrition seront partagées avec les parties prenantes du PSMN et seront diffusées à large échelle. Il en sera de même pour les réalisations des secteurs impliqués, qu'il sera nécessaire de mettre en exergue et de partager à travers les canaux institutionnels et médiatiques existants. A ce sujet, l'appropriation des questions de nutrition par des hautes personnalités (« champions de la nutrition »), par les médias traditionnels et innovants, va constituer un enjeu majeur.

La Communication institutionnelle va comprendre tous les aspects relatifs au plaidoyer en vue de créer un environnement favorable à la mise en œuvre du PSMN et les aspects liés au positionnement et à la visibilité de la nutrition. A ce titre, elle se fixera comme objectifs principaux, de mobiliser les parties prenantes autour de la nutrition, de faciliter l'interaction entre les partenaires engagés dans la mise en œuvre du PSMN et de favoriser ainsi la mobilisation des ressources dans la perspective de sa mise en œuvre. La finalité étant de renforcer l'engagement politique pour une prise en compte effective de la nutrition dans la planification, la budgétisation les investissements dans les secteurs impliqués.

Dans l'ensemble, les actions de Communication qui seront déployées seront basées sur le développement d'approches innovantes permettant aux différents acteurs (interagissant dans des cadres divers) de partager une compréhension commune de la problématique de la nutrition et d'agir conjointement pour atteindre les objectifs visés par le PSMN. La vision 2025 de la nutrition



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

servira donc de ligne de mire pour la définition et la mise en œuvre du plan de communication, l'harmonisation des messages clés, la production des supports adéquats, le renforcement des partenariats avec les médias locaux, et la mise en place de mécanisme de suivi-évaluation permettant d'apprécier l'atteinte des résultats à tous les niveaux.

La communication pour le changement social et de comportement prendra en charge la dimension éducation nutritionnelle des populations afin de favoriser à l'échelle individuelle et collective, l'adoption des comportements favorables à une bonne nutrition. En effet, les mauvaises pratiques en matière de nutrition sont souvent liées à des problèmes de pratiques, de connaissances, de perceptions ou de croyances socioculturelles (codes, valeurs etc.). Ainsi, cette stratégie devra tenir compte des différents facteurs qui constituent un frein aux changements sociaux et à l'adoption des comportements adéquats. L'innovation dans l'approche stratégique de communication que nous mettrons en œuvre résidera dans le fait qu'elle va favoriser le renforcement de la participation de la communauté dans la perspective de la pérennisation des interventions de communication. Aussi, l'éducation nutritionnelle sera promue au sein des secteurs productifs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche mais aussi de l'éducation, de l'industrie et de la santé en vue de promouvoir la diversification alimentaire, d'améliorer les connaissances des communautés et des apprenants en matière de nutrition et de garantir la qualité nutritionnelle des aliments.

Aussi, au même titre que la communication institutionnelle, la Communication pour le Changement de Comportement comprendra également une composante digitale qui permettra de toucher une cible plus exposée à ce type de média afin de la sensibiliser sur les comportements adéquats.

Ces différents éléments seront contenus dans un plan stratégique de Communication qui sera élaboré pour prendre en compte les défis liés à :

- la dimension multisectorielle du PSMN pour conscientiser, fédérer les différentes parties prenantes autour des objectifs, valoriser leurs actions et faciliter la coordination de la mise en œuvre des interventions ;
- l'appui technique et le renforcement de capacités des secteurs en matière de communication ;
- la mobilisation des ressources en faveur de la nutrition ;
- la prise en compte de la dimension genre ;
- l'utilisation de leviers stratégiques existants à toutes les échelles d'intervention pour asseoir la stratégie de développement de la nutrition au Sénégal ;
- le renforcement de l'éducation nutritionnelle des populations ;
- l'implication et la participation des différents secteurs dans le processus d'élaboration ;
- la prise en compte du développement durable.



# Dispositif de suivi-évaluation





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Le suivi adéquat de la mise en œuvre du PSMN nécessite la mise en place d'un cadre de suivi évaluation qui définit un ensemble de résultats communs vers lesquels tendront tous les efforts, les procédures et processus à mettre en œuvre pour assurer un suivi concerté et participatif du PSMN ainsi que les dispositifs pertinents au sein des secteurs et au niveau intersectoriel.

Ces différents dispositifs devront aboutir à la mise en œuvre d'un système harmonisé et efficient de collecte, de suivi, de traitement et de partage des données (quantitatives et qualitatives) et résultats en collaboration avec toutes les parties prenantes.

La mise en œuvre de ce système passera par un diagnostic des systèmes de suivi au sein des secteurs et une mise à niveau des responsables de la collecte des données (sur la base d'un plan d'amélioration) des différents dispositifs déjà en place au niveau sectoriel. Il implique également le renforcement des capacités des acteurs du suivi-évaluation au niveau des ministères concernés.

Le dispositif de suivi-évaluation global du PSMN se basera en amont sur la mise en place d'un système d'indicateurs en relation avec la nutrition dans tous les secteurs parties prenantes de la mise en œuvre, et la définition d'un cadre commun de résultat. Il prendra en charge toutes les questions liées au suivi-évaluation au niveau intra – sectoriel et intersectoriel.

Ce dispositif permettra d'évoluer vers la mise en place d'un véritable système d'information intégré de la nutrition au Sénégal. Un tel système d'information facilitera la coordination et la communication entre les différentes parties prenantes, ainsi que le suivi – évaluation du PSMN.

En outre, les liens adéquats seront établis entre le dispositif de suivi évaluation du PSMN et les systèmes d'information existants à tous les niveaux, les différents cadres de suivi de la mise en œuvre du PSE et des autres programmes structurants pour le développement de la nutrition au Sénégal.

Dans la perspective d'une coordination adéquate des intervenants du PSMN, il sera mis en place des cadres d'échanges entre les secteurs au plus haut niveau. Ceci va faciliter le positionnement de la nutrition au niveau le plus élevé, dans les documents de référence qui définissent les orientations du pays. L'implication des autorités politiques à travers ces cadres sera promue pour permettre d'impulser les grandes orientations du plan stratégique multisectoriel de la nutrition du Sénégal. Ces instances placées à un niveau stratégique serviront de cadre aux secteurs pour partager leurs réalisations et les contraintes notées dans l'opérationnalisation de leurs plans d'actions sectoriels (PAS).

L'évaluation de la situation nutritionnelle au Sénégal sera effectuée à travers des enquêtes périodiques regroupant l'ensemble des partenaires et acteurs. Les enquêtes s'inscriront dans un processus global de renforcement du dispositif d'information et de surveillance nutritionnelle.





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Les systèmes de suivi des routines au sein des secteurs, les résultats des enquêtes et les conclusions des missions de supervision alimenteront le dispositif de suivi – évaluation et devront permettre la mise en œuvre efficace et efficiente du PSMN. Ces résultats seront aussi exploités pour les évaluations annuelles, à mi-parcours et finales du PSMN.

Un plan global, déclinant les procédures et processus, les indicateurs traceurs, les cadres appropriés et les entités responsables par secteur, sera élaboré pour servir de cadre général de suivi-évaluation du PSMN. Le cadre commun de résultats (tableau1) élaboré permettra de mesurer l'impact des efforts de toutes les parties prenantes.

BROUILLON



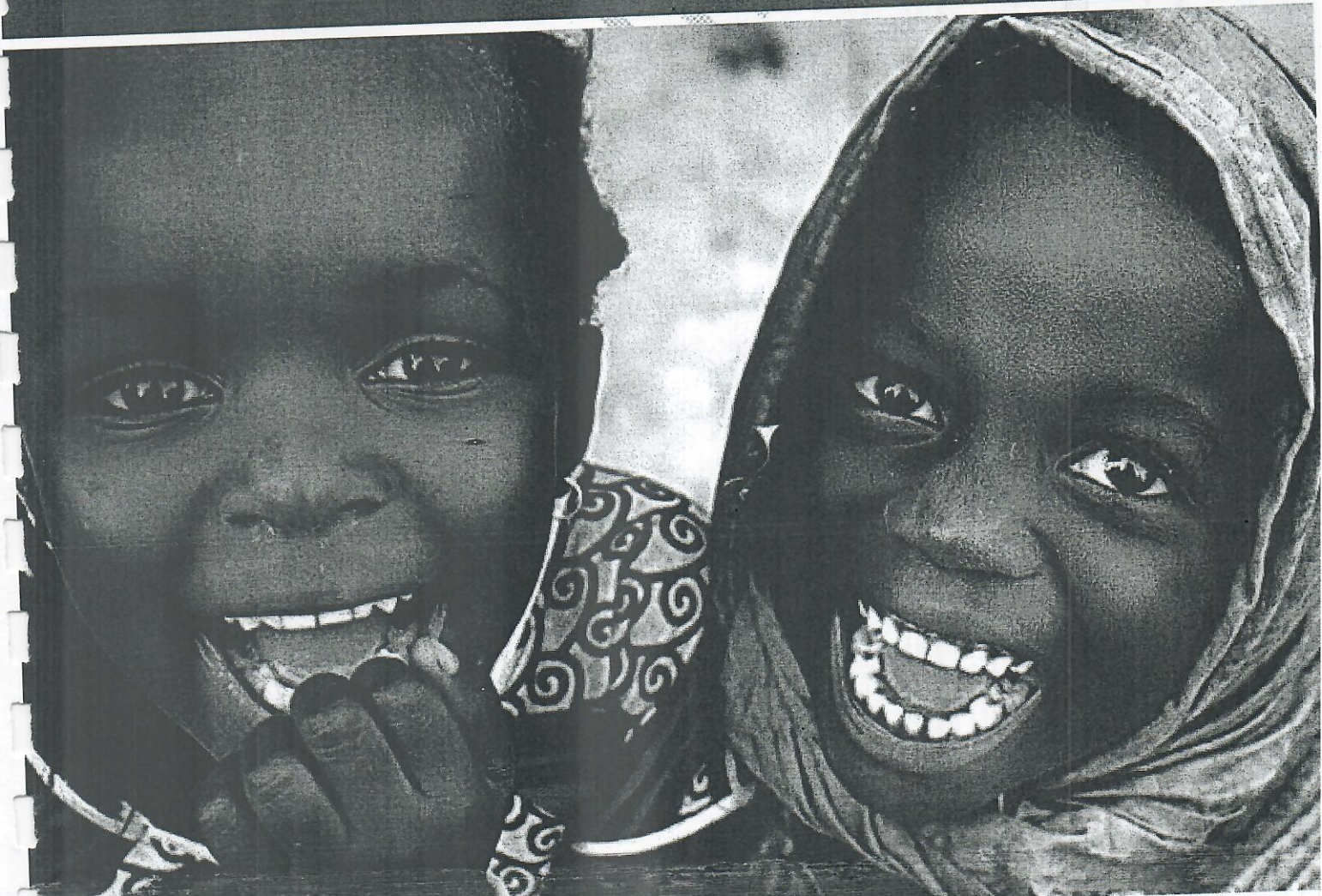
# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Tableau 1 : cadre commun de résultats du PSMN

Objectifs Stratégiques	Indicateur d'impact	Données de référence		Valeurs Cibles					
		Valeur	Année	Source	2017	2018	2019	2020	2021
Réduire d'au moins 20% la prévalence du retard de croissance	Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5ans	20,5%	2 015	EDS-C	20,5%	19,5%	18,5%	17,6%	16,4%
Réduire à moins de 5% la prévalence de la malnutrition aigüe des enfants de 0 à 5 ans	Prévalence de la Malnutrition aigüe Globale chez les enfants de moins de 5ans	8,0%	2 015	EDS-C	8,0%	7,5%	7,1%	6,6%	4,8%
Réduire de 15% la proportion d'enfants ayant un faible poids de naissance,	Prévalence du faible poids de naissance	13,2%	2 015	EDS-C	13,2%	12,4%	11,6%	10,8%	9,2%
Réduire de 10% la prévalence de l'obésité chez les groupes vulnérables	Prévalence de l'obésité chez les enfants de moins de 5ans	1,0%	2 015	EDS-C	1,0%	0,9%	0,9%	0,8%	0,7%
Réduire de 10% la prévalence de l'obésité chez les groupes vulnérables	Prévalence de l'obésité chez les femmes	6,0%	2 011	EDS-C	6,0%	5,6%	5,3%	5,0%	4,5%
Réduire de 25% la prévalence de l'anémie chez les groupes vulnérables	Prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de reproduction	54,0%	2 011	Etude COSFAM UCAD	54,0%	50,8%	47,5%	44,3%	40,5%
Réduire de 25% la prévalence de l'anémie chez les groupes vulnérables	Prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5ans	66,0%	2 015	EDS-C	66,0%	62,0%	58,1%	54,1%	49,5%
Réduire d'au moins 20% la prévalence des carences pour les autres micronutriments (iode, zinc et vitamine A)	Prévalence de la carence en iode chez les femmes en âge de procréer	28,3%	2 014	Etude CLM MI	28,3%	26,6%	24,9%	23,2%	22,6%
Réduire d'au moins 20% la prévalence des carences pour les autres micronutriments (iode, zinc et vitamine A)	Prévalence de la carence en iode chez les femmes enceintes	30,9%	2 014	Etude CLM MI	30,9%	29,0%	27,2%	25,3%	24,7%
Réduire d'au moins 20% la prévalence des carences pour les autres micronutriments (iode, zinc et vitamine A)	Prévalence de la carence en zinc chez les enfants de moins de 5 ans	50,1%	2 011	Etude COSFAM UCAD	50,1%	47,0%	44,0%	41,0%	40,0%
Porter à 43% au moins le taux de l'Allaitement Maternel Exclusif durant les 6 premiers mois	Taux de l'Allaitement maternel exclusif au cours des 6 premiers mois de la vie	33,0%	2 015	EDS-C	33,0%	35,0%	37,0%	38,9%	43,2%



# Synthèse du budget de mise en œuvre du PSMN





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Les efforts visant à améliorer l'état nutritionnel doivent prendre en compte les déterminants de la malnutrition à travers le cadre conceptuel de l'Unicef (cf. figure 2). Ils concernent ainsi:

- les causes immédiates de la malnutrition par la mise en œuvre d'interventions qui ciblent la maladie et la ration alimentaire des groupes cibles. Ces interventions sont appelées "interventions directes nutrition" ou "interventions spécifiques nutrition".
- Les causes sous-jacentes de la malnutrition en rapport avec la sécurité alimentaire au niveau des ménages, les pratiques de soins pour les femmes et les enfants, les services de santé, d'assainissement, d'approvisionnement en eau. Ces interventions sont dénommées interventions «sensibles nutrition» ou "pro nutrition" dont l'action principale n'est pas la nutrition mais dont les effets améliorent la nutrition en agissant sur les déterminants
- les causes fondamentales en rapport un environnement favorable à la nutrition. Ces interventions sont appelées "investissements favorables à la nutrition". Elles ne contribuent pas directement à la nutrition mais elles permettent de créer un environnement favorable pour la nutrition grâce à une disponibilité et une accessibilité géographique des services tel que les constructions de gros ouvrages, les équipements et les investissements dans le renforcement des capacités.

Toutes ces interventions sont portées par plusieurs secteurs qui en assurent la planification, la budgétisation et la mise en œuvre.

Les interventions spécifiques nutrition contenues dans les plans d'actions sectoriels du PSMN, sont valorisées à 93 milliards de FCFA. Ce budget correspond aux besoins sur 5 ans pour s'attaquer aux facteurs immédiats de l'état nutritionnel tels que les régimes alimentaires insuffisants et inadaptés et le lourd fardeau des maladies. Ils sont portés par les secteurs de la Santé, de l'Education et celui de la Décentralisation et des collectivités locales.

Les interventions sensibles nutrition sont estimées à 235 milliards sur la période de 5 ans. Elles se retrouvent au sein des secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'hygiène /assainissement, la protection sociale, l'éducation...

Les investissements favorables nutrition se chiffrent quant à eux à 553 milliards et se retrouvent au sein des secteurs de l'hydraulique/assainissement, Education et recherche, pêche, élevage...Enseignement supérieur, industrie, élevage



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

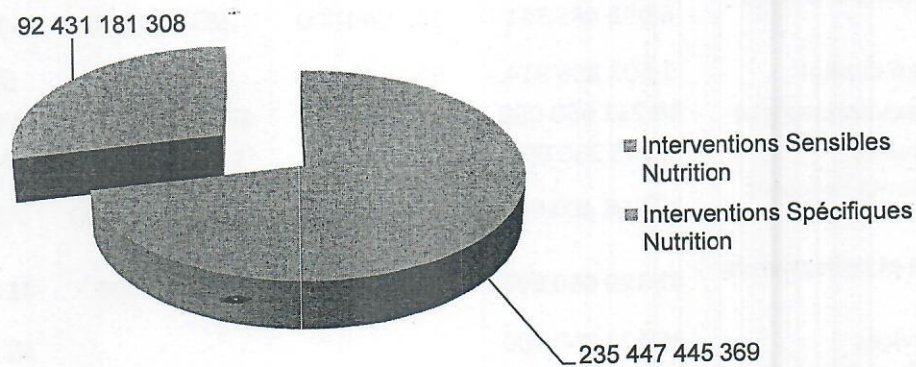
## 1. Budget du Plan Stratégique Nutrition 2017-2021

Le budget du plan stratégique nutrition du Sénégal est estimé à 327 878 626 678 FCFA. Il est constitué d'interventions spécifiques nutrition pour un montant de 92 milliards de FCFA sur les 5 ans et d'interventions sensibles nutrition pour 235 milliards de FCFA sur la même période. Les interventions spécifiques nutrition représentent 28% du budget et celles sensibles nutrition 72% du budget du PSMN.

L'essentiel des financements déjà disponibles pour la mise en œuvre du PSMN provient de ressources extérieures pour 53 milliards contre 5 milliards pour les ressources internes.

La figure ci-dessous donne la répartition du budget.

Figure 29 : Répartition de budget par type d'interventions





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Tableau 2 : Répartition du budget du PSMN par secteur

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Interventions Sensibles</b>				
<b>Nutrition</b>	<b>235 447 445 369</b>	<b>2 201 400 305</b>	<b>23 424 004 580</b>	<b>209 820 840 485</b>
<b>Agriculture</b>	<b>10 229 750 000</b>	<b>362 750 000</b>	-	<b>9 867 000 000</b>
Biens et services	36 000 000	-	-	36 000 000
Investissements Exécutés par l'Etat	8 210 000 000	325 000 000	-	7 885 000 000
Transferts en Capital	1 983 750 000	37 750 000	-	1 946 000 000
<b>Enseignement supérieur et Recherche</b>	<b>2 473 060 000</b>	-	-	<b>2 473 060 000</b>
Biens et services	2 353 060 000	-	-	2 353 060 000
Transferts Courants	120 000 000	-	-	120 000 000
<b>Industrie</b>	<b>2 852 000 000</b>	-	<b>52 500 000</b>	<b>2 799 500 000</b>
Biens et services	2 852 000 000	-	52 500 000	2 799 500 000
<b>Elevage</b>	<b>8 959 992 265</b>	<b>1 182 543 465</b>	<b>391 000 000</b>	<b>7 385 248 800</b>
Biens et services	359 650 000	-	7 500 000	352 150 000
Investissements Exécutés par l'Etat	6 998 485 351	538 940 000	383 500 000	6 074 845 351
Transferts en Capital	1 601 856 914	643 603 465	-	958 253 449
<b>Hydraulique et assainissement</b>	<b>30 211 650 000</b>	-	<b>22 154 837 500</b>	<b>8 056 812 500</b>
Biens et services	2 243 250 000	-	1 486 437 500	756 812 500
Investissements Exécutés par l'Etat	27 968 400 000	-	20 668 400 000	7 300 000 000
<b>Décentralisation et collectivités locales</b>	<b>41 120 050 000</b>	-	<b>44 000 000</b>	<b>41 076 050 000</b>
Biens et services	35 120 050 000	-	-	35 120 050 000
Investissements Exécutés par l'Etat	6 000 000 000	-	44 000 000	5 956 000 000
<b>Pêche</b>	<b>409 000 000</b>	<b>380 000 000</b>	-	<b>29 000 000</b>
Investissements Exécutés par l'Etat	104 000 000	75 000 000	-	29 000 000
Transferts en Capital	305 000 000	305 000 000	-	-
<b>Santé</b>	<b>16 265 355 137</b>	-	<b>622 362 000</b>	<b>15 642 993 137</b>
Biens et services	15 746 555 137	-	559 522 000	15 187 033 137
Investissements Exécutés par l'Etat	180 000 000	-	36 000 000	144 000 000
Personnel	338 800 000	-	26 840 000	311 960 000
<b>Environnement</b>	<b>946 000 000</b>	<b>261 000 000</b>	-	<b>685 000 000</b>
Biens et services	240 000 000	80 000 000	-	160 000 000
Investissements Exécutés par l'Etat	706 000 000	181 000 000	-	525 000 000
<b>Education</b>	<b>8 260 681 967</b>	<b>15 106 840</b>	<b>159 305 080</b>	<b>8 086 270 047</b>
Biens et services	4 601 156 967	15 106 840	159 305 080	4 426 745 047
Investissements Exécutés par l'Etat	3 659 525 000	-	-	3 659 525 000





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Famille et protection sociale</b>	<b>113 719 906 000</b>	-	-	<b>113 719 906 000</b>
Investissements Exécutés par l'Etat	55 489 850 000	-	-	55 489 850 000
Transferts Courants	93 050 000	-	-	93 050 000
Transferts en Capital	58 137 006 000	-	-	58 137 006 000
<b>Interventions Spécifiques Nutrition</b>	<b>92 431 181 308</b>	<b>3 148 330 440</b>	<b>9 629 260 353</b>	<b>79 653 590 515</b>
Décentralisation et collectivités locales	43 080 950 000	3 000 000 000	-	40 080 950 000
Biens et services Investissements Exécutés par l'Etat	41 955 950 000	3 000 000 000	-	38 955 950 000
	1 125 000 000	-	-	1 125 000 000
<b>Santé</b>	<b>48 438 499 478</b>	-	<b>9 629 260 353</b>	<b>38 809 239 125</b>
Biens et services	48 438 499 478	-	9 629 260 353	38 809 239 125
<b>Education</b>	<b>911 731 830</b>	<b>148 330 440</b>	-	<b>763 401 390</b>
Biens et services	911 731 830	148 330 440	-	763 401 390
<b>Total général</b>	<b>327 878 626 678</b>	<b>5 349 730 745</b>	<b>33 053 264 933</b>	<b>289 474 430 999</b>

Le détail des budgets par secteur, par type d'intervention et par nature de dépense est décrit ci-dessous:

## 2. Budget par secteur, par type d'intervention et catégorie de dépenses

### 1. Secteur de l'Agriculture

Le budget du secteur est estimé à 10,2 milliards de FCFA dont 363 millions déjà disponibles sur les ressources de l'Etat et un gap à financer de 9,8 milliards FCFA. Le budget est constitué spécifiquement d'interventions sensibles nutrition.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Agriculture</b>	<b>10 229 750 000</b>	<b>362 750 000</b>	-	<b>9 867 000 000</b>
<b>Interventions Sensibles Nutrition</b>	<b>10 229 750 000</b>	<b>362 750 000</b>	-	<b>9 867 000 000</b>
Biens et services	36 000 000	-	-	36 000 000
Investissements Exécutés par l'Etat	8 210 000 000	325 000 000	-	7 885 000 000
Transferts en Capital	1 983 750 000	37 750 000	-	1 946 000 000
<b>Total général</b>	<b>10 229 750 000</b>	<b>362 750 000</b>	-	<b>9 867 000 000</b>



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

## 2. Secteur de la Décentralisation et des Collectivités locales

Le budget du secteur est estimé à 84 milliards de FCFA dont 3 millions disponibles sur ressources internes et 44 millions FCFA sur ressources extérieures, soit un gap de financement de 81 milliards. Ce budget concerne autant les interventions spécifiques que sensibles.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
Décentralisation et Collectivités Locales	84 201 000 000	3 000 000 000	44 000 000	81 157 000 000
Interventions Sensibles Nutrition	41 120 050 000	-	44 000 000	41 076 050 000
Biens et services	35 120 050 000	-	-	35 120 050 000
Investissements Exécutés par l'Etat	6 000 000 000	-	44 000 000	5 956 000 000
Interventions Spécifiques Nutrition	43 080 950 000	3 000 000 000	-	40 080 950 000
Biens et services	41 955 950 000	3 000 000 000	-	38 955 950 000
Investissements Exécutés par l'Etat	1 125 000 000	-	-	1 125 000 000
<b>Total général</b>	<b>84 201 000 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>44 000 000</b>	<b>81 157 000 000</b>

## 3. Secteur de l'Education

Le budget du secteur est estimé à 9 milliards de FCFA dont 163 millions disponibles sur ressources internes et 159 millions FCFA sur ressources extérieures d'où un gap de financement de 8,9 milliards. Ce budget concerne autant les interventions spécifiques que sensibles.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
Education	9 172 413 797	163 437 280	159 305 080	8 849 671 437
Interventions Sensibles Nutrition	8 260 681 967	15 106 840	159 305 080	8 086 270 047
Biens et services	4 601 156 967	15 106 840	159 305 080	4 426 745 047
Investissements Exécutés par l'Etat	3 659 525 000	-	-	3 659 525 000
Interventions Spécifiques Nutrition	911 731 830	148 330 440	-	763 401 390
Biens et services	911 731 830	148 330 440	-	763 401 390
<b>Total général</b>	<b>9 172 413 797</b>	<b>163 437 280</b>	<b>159 305 080</b>	<b>8 849 671 437</b>

## 4. Secteur de l'élevage

Le budget du secteur est estimé à 9 milliards de FCFA dont 1,1 milliard disponibles sur ressources internes et 391 millions FCFA sur ressources extérieures d'où un gap de financement de 7,4 milliards.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
Élevage	8 959 992 265	1 182 543 465	391 000 000	7 385 248 800
Interventions Sensibles Nutrition	8 959 992 265	1 182 543 465	391 000 000	7 385 248 800
Biens et services	359 850 000	0	7 500 000	352 350 000
Investissements Exécutés par l'Etat	6 998 485 351	538 940 000	383 500 000	6 074 845 351
Transferts en Capital	1 601 856 914	643 603 465	0	958 253 449
<b>Total général</b>	<b>8 959 992 265</b>	<b>1 182 543 465</b>	<b>391 000 000</b>	<b>7 385 248 800</b>



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

## 5. Secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Le budget du secteur est estimé à 2,4 milliards de FCFA. A cette date aucune ressource n'est disponible sur l'Etat et sur le financement des partenaires. Tout le financement est à rechercher.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Enseignement supérieur et Recherche</b>	<b>2 473 060 000</b>	-	-	<b>2 473 060 000</b>
<b>Interventions Sensibles Nutrition</b>	<b>2 473 060 000</b>	-	-	<b>2 473 060 000</b>
Biens et services	2 353 060 000	-	-	2 353 060 000
Transferts Courants	120 000 000	-	-	120 000 000
<b>Total général</b>	<b>2 473 060 000</b>			<b>2 473 060 000</b>

## 6. Secteur de l'Environnement

Le budget du secteur est estimé à 946 millions de FCFA dont 261 millions déjà disponibles sur les ressources de l'Etat et un gap à financer de 685 millions FCFA. Ce budget est constitué spécifiquement d'interventions sensibles nutrition.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Environnement</b>	<b>946 000 000</b>	<b>261 000 000</b>	-	<b>685 000 000</b>
<b>Interventions Sensibles Nutrition</b>	<b>946 000 000</b>	<b>261 000 000</b>	-	<b>685 000 000</b>
Biens et services	240 000 000	80 000 000	-	160 000 000
Investissements Exécutés par l'Etat	706 000 000	181 000 000	-	525 000 000
<b>Total général</b>	<b>946 000 000</b>	<b>261 000 000</b>		<b>685 000 000</b>

## 7. Secteur de la Famille et Protection sociale

Le budget du secteur est estimé à 114 milliards de FCFA. Des ressources disponibles ne sont pas encore identifiées au niveau de ce secteur.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Famille et Protection sociale</b>	<b>136 152 406 000</b>	-	-	<b>136 152 406 000</b>
<b>Interventions Sensibles Nutrition</b>	<b>113 719 906 000</b>	-	-	<b>113 719 906 000</b>
Investissements Exécutés par l'Etat	11 350 000 000	-	-	11 350 000 000
Transferts Courants	20 000 000	-	-	20 000 000
Transferts en Capital	11 062 500 000	-	-	11 062 500 000
<b>Total général</b>	<b>136 152 406 000</b>			<b>136 152 406 000</b>

## 8. Secteur de l'Hydraulique et de l'Assainissement

Le budget du secteur est estimé à 30 milliards de FCFA dont 22 milliards déjà disponibles sur le financement des partenaires et un gap à financer de 8 milliards FCFA.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Hydraulique et Assainissement</b>	<b>30 211 650 000</b>	-	<b>22 154 837 500</b>	<b>8 056 812 500</b>
<b>Interventions Sensibles Nutrition</b>	<b>30 211 650 000</b>	-	<b>22 154 837 500</b>	<b>8 056 812 500</b>
Biens et services	2 243 250 000	-	1 486 437 500	756 812 500
Investissements Exécutés par l'Etat	27 968 400 000	-	20 668 400 000	7 300 000 000
<b>Total général</b>	<b>30 211 650 000</b>		<b>22 154 837 500</b>	<b>8 056 812 500</b>



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

## 9. Secteur de l'Industrie

Le budget du secteur est estimé à 2,8 milliards de FCFA dont 52 millions déjà disponibles sur le financement des partenaires et un gap à financer de 2,7 milliards FCFA.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Industrie</b>	<b>5 342 000 000</b>	-	<b>52 500 000</b>	<b>5 289 500 000</b>
<b>Interventions Sensibles Nutrition</b>	<b>2 852 000 000</b>	-	<b>52 500 000</b>	<b>2 799 500 000</b>
Investissements Favorables Nutrition	2 490 000 000	-	-	2 490 000 000
Biens et services	690 000 000	-	-	690 000 000
Investissements Exécutés par l'Etat	1 800 000 000	-	-	1 800 000 000
<b>Total général</b>	<b>5 342 000 000</b>	-	<b>52 500 000</b>	<b>5 289 500 000</b>

## 10. Secteur de la Pêche

Le budget du secteur est estimé à 409 millions de FCFA dont 380 millions FCFA disponible dans les ressources internes soit un gap à compléter de 29 millions.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Pêche</b>	<b>409 000 000</b>	<b>380 000 000,00</b>	-	<b>29 000 000</b>
<b>Interventions Sensibles Nutrition</b>	<b>409 000 000</b>	<b>380 000 000,00</b>	-	<b>29 000 000</b>
Investissements Exécutés par l'Etat	104 000 000	75 000 000,00	-	29 000 000
Transferts en Capital	305 000 000	305 000 000,00	-	-
<b>Total général</b>	<b>409 000 000</b>	<b>380 000 000</b>	-	<b>29 000 000</b>

## 11. Secteur de la Santé

Le budget du secteur est estimé à 65 milliards de FCFA dont 10 milliards disponibles sur des ressources externes, soit un gap de financement de 54 milliards FCFA. Ce budget concerne autant les interventions spécifiques que sensibles.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Santé</b>	<b>64 703 854 615</b>	-	<b>10 251 622 353</b>	<b>54 452 232 262</b>
<b>Interventions Sensibles Nutrition</b>	<b>16 265 355 137</b>	-	<b>622 362 000</b>	<b>15 642 993 137</b>
Biens et services	15 746 555 137	-	559 522 000	15 187 033 137
Investissements Exécutés par l'Etat	180 000 000	-	36 000 000	144 000 000
Personnel	338 800 000	-	26 840 000	311 960 000
<b>Interventions Spécifiques Nutrition</b>	<b>48 438 499 478</b>	-	<b>9 629 260 353</b>	<b>38 809 239 125</b>
Biens et services	48 438 499 478	-	9 629 260 353	38 809 239 125
<b>Total général</b>	<b>64 703 854 615</b>	-	<b>10 251 622 353</b>	<b>54 452 232 262</b>



### 3. Besoins en investissements favorables nutrition

Pour permettre une optimisation de leur impact, les interventions spécifiques et sensibles nutrition ont besoin d'un environnement favorable qui prend en compte les causes fondamentales de la malnutrition. A cet effet, des investissements favorables à la nutrition ont été identifiées au sein de tous les secteurs dans les différentes zones d'intervention et en rapport avec les déterminants de la malnutrition. Ces investissements permettront non seulement de tirer un profit maximum des différentes interventions menées, mais également, d'améliorer l'accès aux services sociaux de base. ils sont détaillés dans le tableau ci dessous par secteur.

Secteurs	Budget Total	Financement disponible Etat	Financement disponible PTF	A rechercher
<b>Investissements Favorables Nutrition</b>	<b>556 408 767 349</b>	<b>31 517 800 000</b>	<b>85 059 423 560</b>	<b>439 831 543 789</b>
Agriculture	80 000 000	-	-	80 000 000
Commerce	2 270 222 857	7 000 000	-	2 263 222 857
Décentralisation et Collectivités locales	4 675 620 000	150 000 000	-	4 525 620 000
Education	70 807 760 508	1 200 000 000	10 090 423 560	59 517 336 948
Elevage	11 984 932 588	4 850 600 000	1 287 000 000	5 847 332 588
Enseignement supérieur et Recherche	1 750 000 000	-	-	1 750 000 000
Environnement	4 170 000 000	2 130 000 000	-	2 040 000 000
Famille et Protection Sociale	22 432 500 000	-	-	22 432 500 000
Hydraulique et Assainissement	373 109 400 000	800 000 000	71 732 000 000	300 577 400 000
Industrie	2 490 000 000	-	-	2 490 000 000
Pêche	15 792 528 516	10 880 200 000	1 950 000 000	2 962 328 516
Santé	46 845 802 880	11 500 000 000	-	35 345 802 880
<b>Total général</b>	<b>556 408 767 349</b>	<b>31 517 800 000</b>	<b>85 059 423 560</b>	<b>439 831 543 789</b>

Les investissements favorables concernent l'ensemble des 12 secteurs impliqués dans le PSMN et s'élèvent à 556,4 milliards sur la période des 5ans. Les investissements suivants sont identifiés par les secteurs.

Pour l'Agriculture, les investissements favorables concernent l'installation d'une section bio fortification dans la banque de gènes de l'ISRA.

Pour l'Elevage, les principales activités concernent l'achat et la distribution de matériels de conservation : tanks de refroidissement solaires, réfrigérateurs..., l'acquisition de vaccins contre la PPR, la construction de bergeries/chèvreries améliorées, la construction de magasins de stockage, la mise en place de stocks de sécurité d'aliments de bétail, la subvention de l'importation de vaches.

Pour l'Environnement, les investissements favorables portent notamment sur la lutte contre les feux de brousses pour préserver les-espèces à haute valeur nutritive, l'aménagement et/ou restauration des écosystèmes de mangrove pour accroître la production halieutique et de crustacées, la mise en place des dispositifs anti-érosifs (mécaniques et biologiques) pour la conservation et la récupération des terres agricoles.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Pour l'Enseignement supérieur, les investissements favorables concernent la mise en place du centre national de recherche/innovation en nutrition et la réhabilitation des laboratoires et centres de recherche spécialisés en nutrition.

Pour l'Education, il s'agit de l'extension des cantines scolaires dans les établissements scolaires et autres espaces d'enseignement et de formation.

Concernant l'Industrie, les investissements favorables portent sur l'appui à la mise en place d'une PMI de production de sel iodé raffiné, l'accompagnement des unités de production pour l'obtention de la marque de conformité NS et la mise en place d'une PMI de production de farine infantile enrichie et instantanée.

Pour l'Hydraulique/assainissement, les investissements favorables portent les transferts d'eau potable, la réalisation des châteaux d'eau et forages, la réalisation des stations de pompage, les stations d'épuration et la mise en place des unités de potabilisation de l'eau.

Pour la Décentralisation, il s'agit de la mise en place, la formalisation et le renforcement des capacités des instances de gestion des investissements, l'organisation des réunions de coordination et de suivi et celles visites de suivi des interventions de la collectivité territoriale.

Pour la Pêche, les investissements favorables portent sur l'installation des complexes frigorifiques, la réhabilitation des complexes frigorifiques, l'aménagement des quais de débarquement, l'aménagement des sites de transformation artisanale, la dotation d'équipements de transformation et de valorisation (claires de séchage fours de braisage, bacs ...) et la mise en place de zones de pêche protégées (reproduction et de nurserie).

Pour la Famille, il s'agira de la construction et de l'équipement des garderies communautaires pour les enfants de 0 à 6 ans, la construction et l'équipement des crèches pour les enfants de 0 à 6 ans, la formation des femmes en leadership (Négociation,...) et le renforcement de la résilience des ménages vulnérables à travers l'assurance agricole.

Concernant le Commerce, les investissements portent essentiellement sur le renforcement des moyens de contrôle de la DCI, l'appui à la mise en place des conditions de mise en marché des denrées de première nécessité produites localement à travers la construction de magasins de stockage) et l'organisation des manifestations commerciales pour la promotion du consommateur local.



# Risques liés à la mise en œuvre du PSMN et mesures de mitigation





# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

Dans le cadre de la mise en œuvre du PSMN, une analyse approfondie des risques <sup>28</sup>a été menée permettant d'identifier les risques par famille et les mesures de mitigation recommandées.

## 1. Risques institutionnels

- **Un engagement insuffisant des autorités politiques**

L'implication des politiques au plus haut niveau est déterminante pour la mobilisation des moyens institutionnels, humains et financiers pour la mise en œuvre diligente et efficace du PSMN, particulièrement dans une phase de changement d'échelle au niveau sectoriel et dans la couverture territoriale. Pour susciter cet engagement, un plaidoyer sera mené au plus haut niveau accompagné de coalitions efficaces pour promouvoir la nutrition.

- **Un alignement insuffisant du PSMN sur les priorités économiques et sociales du Sénégal (PSE, ODD...)**

Un arrimage insuffisant du PSMN aux stratégies économiques et sociales pourrait avoir des conséquences négatives pour la mise en priorité de la Nutrition dans la déclinaison des projets et actions et leur prise en charge dans les financements. Elle pourrait aussi rendre plus difficile la mobilisation de nouveaux bailleurs de fonds. Le processus participatif et inclusif d'élaboration du PSMN a permis aux différents acteurs d'aligner leur plans d'actions sectoriels aux programmes et objectifs de leur secteur. Par ailleurs, le PNDN est aligné aux engagements nationaux (notamment le PSE) et internationaux du Sénégal.

- **Un cadre institutionnel de la nutrition inadéquat.**

La coordination sectorielle étant un levier important d'efficacité et d'efficience de la stratégie de nutrition, une faible capacité institutionnelle de la CLM pourrait nuire à son action et remettre en question les résultats d'un nombre important de projets ou programmes. Dans le cadre d'une gestion axée sur les résultats, les conséquences pourraient aussi être négatives sur les ressources dédiées à la mise en œuvre du plan. Ceci nécessite un renforcement institutionnel et un leadership adéquat de la CLM afin qu'elle puisse accomplir sa mission de façon optimale.

## 2. Risques de financement

- **Une mobilisation insuffisante des ressources publiques**

Une allocation budgétaire insuffisante pour les actions du PSMN aurait un impact direct sur les capacités d'action des secteurs. Elle tendrait aussi à réduire les synergies anticipées dans la démarche multisectorielle si les ministères concernés n'ont pas la flexibilité nécessaire pour coordonner leurs interventions. Un suivi et un lobbying lors de la planification budgétaire au niveau des secteurs, le renforcement des lignes budgétaires, les conditionnalités de l'appui des bailleurs permettront d'assurer une mobilisation des ressources publiques.

<sup>28</sup> Analyse des risques liés à la mise en œuvre du PSMN, Banque Mondiale, 2017



- **Une mobilisation insuffisante des financements des bailleurs**

La contribution des partenaires techniques et financiers au financement de la politique de nutrition demeure importante. Même si la priorité est de diversifier les sources de financement, la capacité à mobiliser les PTF sera déterminante pour une mise en œuvre réussie du PSMN dans ses premières étapes, compte tenu de l'ampleur des besoins pour porter à l'échelle nationale et multisectorielle la politique de nutrition. L'organisation d'une table ronde des bailleurs, la mise en place de cadre de concertation et l'introduction de conditionnalités relatives à la nutrition dans les appuis budgétaires permettront de mitiger ces risques.

- **Une mobilisation insuffisante des ressources des communautés locales**

Une implication insuffisante des communautés locales serait une perte d'opportunité considérable notamment pour le développement des activités génératrices de revenus et des filières économiques pro-nutrition et pour un meilleur impact des actions de la diaspora. Elle serait un frein à la promotion d'une démarche plus décentralisée de la politique de nutrition reposant davantage sur une gestion plus autonome, centrée sur les besoins réels des populations locales et à impact plus fort et durable. Ceci passera par une plus grande prise en compte de la nutrition dans les processus de planification et de budgétisation, ainsi qu'une plus grande implication des associations locales et de la diaspora.

- **Une implication insuffisante du secteur privé (producteurs et entreprises)**

Une meilleure implication du secteur privé dans la politique de nutrition pourrait avoir des impacts multiples et significatifs. A l'instar d'autres pays africains, l'implication du secteur privé serait une source de financement des programmes et projets. A travers les partenariats public-privé, le secteur privé pourrait contribuer à la mobilisation de financements importants pour les projets à forte rentabilité. Des activités de plaidoyers à l'endroit des entreprises devront être menées avec l'appui des structures d'accompagnement (APIX, ADEPME ...).

### **3. Risques organisationnels et opérationnels**

- **Une mobilisation insuffisante des ressources humaines qualifiées**

Une faible disponibilité de ressources humaines autant au niveau du BEN, de la CLM et des secteurs aurait un impact fort sur la qualité de la coordination sectorielle, sur les performances de la gestion et sur les ressources pour la mise en œuvre du plan.

Une insuffisance du personnel limiterait les capacités d'exécution des projets et programmes et augmenterait les risques d'une « prise en charge » à plusieurs vitesses des Plans d'Actions Sectoriels par les ministères qui affecterait le processus multisectoriel global de mise en œuvre du PSMN. Le renforcement des mesures d'incitation, de l'offre de formation, des programmes de renforcement des capacités permettra d'atténuer ce problème.



# Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal, 2017-2021

- **Une insuffisante coordination intra sectorielle et intersectorielle**

Le potentiel niveau de maîtrise de la gestion des actions du PSMN par les ministères est variable mais « de façon générale, la collaboration intra sectorielle se pose avec acuité rendant difficile la fluidité des interactions horizontales et verticales à l'intérieur des secteurs<sup>29</sup> ». Ceci pose un risque sur la gestion coordonnée des actions du PSMN. Par ailleurs, une faible articulation des activités sectorielles rend difficile une réponse coordonnée aux problèmes de nutrition avec un impact fort sur les résultats du plan en termes d'efficacité et d'efficience et sur sa crédibilité. Un système de suivi-évaluation adapté permettra d'assurer une coordination efficace de la mise en œuvre au niveau sectoriel et intersectoriel et par ailleurs renforcer l'appropriation et la redevabilité au niveau des secteurs.

- **Une insuffisante coordination avec les partenaires techniques et financiers**

Un manque de coordination entre l'Etat sénégalais et l'ensemble des partenaires techniques et financiers sur le financement de la politique de nutrition entraînerait une canalisation des interventions dans des activités ou des zones non conformes aux priorités du plan. La mise en place d'un cadre de concertation régulière avec les PTG pour la coordination des interventions et le suivi des engagements et des réalisations reste un prérequis nécessaire.

## 4. Risques exogènes (politiques, naturels ...)

- **Des moyens et/ou une stratégie de communication pour le changement des comportements des populations cibles insuffisants ou inadéquats**

Une contrainte relative aux moyens dédiés à la communication et à la conduite du changement aura des conséquences importantes et pourraient conduire à un faible niveau d'appropriation et d'implication des populations cibles et à des impacts limités et peu durables des actions du PSMN. Un plan de communication adaptée à la problématique locale visant autant les autorités sectorielles, politiques et les populations sera élaboré et mis en œuvre.

- **Une dégradation des conditions politiques, économiques, sociales ou climatiques**

Des tensions fortes (crise économique, forte hausse des prix alimentaires, sécheresse ou inondations provoquant une chute de la production, crise politique ou sociale) entraînent une accentuation de la précarité des ménages les plus vulnérables à la malnutrition et/ou des moyens budgétaires plus limités pour soutenir ces populations. Une coordination de la gestion des risques liés à la dégradation de la sécurité avec les organismes dédiés est importante. De même, des actions de promotion d'une assurance du risque climatique, l'appui à la culture de contre saison sont autant de leviers utiles.

<sup>29</sup> Etude de Diagnostic et Estimation des Besoins de Renforcement des Capacités Organisationnelles et Institutionnelles du Secteur de la Nutrition au Sénégal, Banque Mondiale, Décembre 2016